Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized

LES EXPÉRIENCES DES FEMMES EN MATIÈRE DE VULNÉRABILITÉ ET DE RÉSILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE :

TÉMOIGNAGES DE LA GUINÉE RURALE

LA BANQUE MONDIALE

APARNA JOHN ET MIRIAM MULLER

2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale 1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

Ce travail est une production du personnel de la Banque mondiale et des contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale quant au statut juridique d'un territoire, ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Rien dans le présent document ne constitue ou ne peut être considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

Droits et autorisations

Cette œuvre est disponible sous la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) http:// creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo. En vertu de la licence Creative Commons Attribution, vous êtes libre de copier, distribuer, transmettre et adapter cette œuvre, y compris à des fins commerciales, dans les conditions suivantes :

Attribution - Veuillez citer le travail comme suit : John, Aparna et Muller, Miriam (2025). Les expériences des femmes en matière de vulnérabilité et de résilience face au changement climatique : Témoignages de la Guinée rurale. Washington DC. Banque mondiale.

Adaptations - Si vous créez une adaptation de ce travail, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à l'attribution : *Il s'agit d'une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les points de vue et opinions exprimés dans l'adaptation relèvent de la seule responsabilité de l'auteur ou des auteurs de l'adaptation et ne sont pas approuvés par la Banque mondiale*.

Contenu appartenant à des tiers - La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque élément du contenu de l'ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'un élément ou d'une partie de l'œuvre appartenant à un tiers n'enfreindra pas les droits de ce tiers. Le risque de réclamations résultant d'une telle violation vous incombe exclusivement. Si vous souhaitez réutiliser un élément de l'œuvre, il vous incombe de déterminer si une autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur. Les exemples de composants peuvent inclure, sans s'y limiter, des tableaux, des figures ou des images.

Toutes les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées aux Publications de la Banque mondiale, Groupe de la Banque mondiale, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; e-mail : pubrights@worldbank.org.

Les illustrations originales utilisées dans ce rapport sont l'œuvre de l'artiste guinéen Seydouba Camara.

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations **4**

Remerciements **4**

Résumé **5**

1. Introduction **8**

2. Quand la terre s'effondre : Comment le changement climatique affecte ceux qui vivent de ce que la terre produit **11**

3. Une vie de difficultés : La vulnérabilité disproportionnée des femmes aux effets du changement climatique **15**

3.1 Effets sur le capital humain : Sécurité alimentaire, eau, santé et éducation 15

3.2 Effets sur la vie sociale et la dynamique des ménages et des communautés 18

3.3 Pas sur un pied d'égalité : Les inégalités en matière de propriété foncière renforcent les effets négatifs sur les femmes 21

4. Naviguer entre vulnérabilité et résilience : Stratégies d'adaptation et ingéniosité des femmes face aux chocs climatiques **23**

5. Conclusions **28**

5.1 Résumé des conclusions 28

5.2 Recommandations 29

Références **34**

Annexe 1 : Méthodologie **36**

ABRÉVIATIONS

ANIES	Agence nationale pour l'inclusion économique et sociale
BM	Banque mondiale
CCDR	Country Climate and Development Report
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
FGD	Groupe de discussion
IDI	Interviews approfondies
IIG	Indice d'inégalité de genre
KII	Entretien avec un informateur clé
MGF/E	Mutilation génitale féminine/excision
NAFA	Projet de filet de sécurité sociale productif
PIB	Produit intérieur brut
UFGE	Umbrella Facility for Gender Equality
VBG	Violences basées sur le genre
WCS	Winning Consortium Simandou

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Aparna John et Miriam Muller. Nous tenons à remercier nos enquêteurs de terrain en Guinée, Mory Camara, Gnouma Laurent Koniono, Thomas Lamah et Kemo Zoumanigui, pour leurs efforts dévoués dans la conduite du travail de terrain. Nous apprécions sincèrement le soutien de Michel Zeze Koivogui pour son rôle essentiel dans la facilitation de l'engagement avec le projet de filet de sécurité sociale productif (NAFA) et pour avoir permis le processus de collecte des données. Nous sommes reconnaissants à Odyssia Ng, Raphaela Beatrice Karlen et Aissatou Ouedraogo pour leurs contributions réfléchies tout au long du processus. Nous exprimons notre sincère appréciation et notre gratitude à l'ANIES (Agence nationale pour l'inclusion économique et sociale), qui a permis le processus de recrutement pour le projet NAFA, pour l'excellente collaboration dont elle a fait preuve à toutes les étapes de ce projet de recherche et qui a permis de recruter des bénéficiaires du projet NAFA. Nous remercions Tijan L. Bah, Anna Fruttero et Julia Vaillant pour leurs commentaires précieux et constructifs lors de la révision par les pairs et Ellysar Baroudy, Heba Elgazzar, Johan Mistiaen et Berengere P. C. Prince pour leurs précieux conseils. Nous apprécions tout particulièrement le temps et l'ouverture d'esprit de toutes les personnes interrogées qui ont participé aux entretiens et partagé leurs expériences. Nous tenons à remercier Aissatou Tidiane Diallo, qui a apporté un excellent soutien administratif à la logistique de ce projet de recherche, ainsi qu'Anne Himmelfarb pour ses services de révision, Anne Smith pour la relecture de la version française, Kilka Diseno Grafico pour la conception et la mise en page du rapport, et l'équipe de cartographes pour la production des cartes.

Cette étude a été rendue possible grâce au financement du fonds fiduciaire de la Umbrella Facility for Gender Equality (UFGE), dans le cadre du rapport sur le climat et le développement de la Guinée.

RÉSUMÉ

En temps de crise, comme le changement climatique, les inégalités préexistantes entre les hommes et les femmes tendent souvent à s'aggraver. De nombreuses données indiquent que dans les contextes où les femmes sont plus vulnérables ou désavantagées en termes d'opportunités économiques, d'accumulation de capital humain et d'autonomie, elles sont confrontées à des risques accrus liés au changement climatique (Delavallade et. al 2025). En outre, les femmes possèdent généralement une capacité réduite à répondre et à s'adapter aux chocs externes par rapport aux hommes, principalement en raison des inégalités de genre préexistantes (Fruttero et al 2024). En Guinée, les disparités entre les sexes sont considérables et touchent toutes les dimensions du bien-être, comme le montre la récente évaluation du genre en Guinée (De Paz Nieves et al. 2023)[1].

Le Rapport sur le climat et le développement en Guinée (CCDR) fournit des projections quantitatives sur les impacts du changement climatique sur les rendements agricoles, venant compléter les conclusions qualitatives présentées dans ce rapport. Avec 97% de l'agriculture guinéenne dépendante des systèmes pluviaux, le secteur est fortement exposé aux facteurs de stress climatiques, en particulier à la hausse des températures et à l'irrégularité de l'approvisionnement en eau. La modélisation du CCDR indique que la production agricole sera affectée par les changements dans la disponibilité de l'eau et la hausse des températures, cette dernière ayant globalement un impact plus important. D'ici les années 2040, la production agricole pluviale devrait diminuer de 7,7% dans les scénarios « sec/chaud »[2], contre 1,3% dans les conditions « humide/chaud ». Les pertes les plus importantes sont attendues pour les légumes et les racines comestibles, avec des baisses respectives de 24,7% et 17,9%. L'agriculture irriguée, y compris le riz, qui constitue la culture la plus lucrative du pays, est également menacée, avec des chocs annuels prévus de -5,7% dans les scénarios « sec/chaud » et de -1,0% dans les scénarios « humide/chaud ». Ces chiffres soulignent les risques cumulés auxquels sont confrontés les producteurs ruraux, en particulier les femmes, dont les moyens de subsistance dépendent de systèmes agricoles de plus en plus fragiles.

Les femmes guinéennes sont particulièrement vulnérables au changement climatique en raison de leur engagement disproportionné dans le travail rural et agricole. Selon les données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie de 2018, les femmes guinéennes sont surreprésentées dans les secteurs vulnérables au climat tels que l'agriculture (où elles représentent 54,6% de la main d'oeuvre) et l'élevage/pêche (58,2% de la main d'oeuvre) (INS 2020). Cette forte participation aux travaux agricoles expose les femmes à un risque plus élevé de subir les conséquences du changement climatique, qui peut également avoir un impact disproportionné sur leurs revenus. En outre, la faible sécurité foncière des femmes constitue une vulnérabilité supplémentaire en cas de catastrophe climatique et réduit leur capacité à s'adapter efficacement au changement climatique. En Guinée, les hommes sont les principaux propriétaires fonciers, détenant 73% des parcelles et 84,5% de la superficie totale en hectares. Seulement 22% de l'ensemble des parcelles disposant de documents légaux sont détenues par des femmes (De Paz Nieves et al. 2023 ; INS 2020).

1 World Bank Group. 2025. Guinea Country Climate and Development Report.

2 Les scénarios de climat sec/chaud et humide/chaud font référence à un ensemble de conditions climatiques futures projetées utilisées dans la modélisation pour évaluer les impacts potentiels du changement climatique dans le CCDR de Guinée.
Scénarios secs/chauds : cinq scénarios autour du 10e centile des changements moyens des précipitations (c'est-à-dire secs) et du 90e centile des changements moyens de température (c'est-à-dire chauds), dans les modèles climatiques globaux (MCG) SSP2-4.5 et SSP3-7.0. Les résultats finaux du canal comprennent également l'impact climatique moyen des cinq MCG secs/chauds sélectionnés.
Scénarios humides/chauds : cinq scénarios autour du 90e centile des changements moyens de précipitations (c'est-à-dire humides) et du 10e centile des changements moyens de température (c'est-à-dire chauds), pour les modèles climatiques globaux (MCG) SSP2-4.5 et SSP3-7.0. Les résultats finaux du canal incluent également l'impact climatique moyen des cinq MCG humides/chauds sélectionnés.

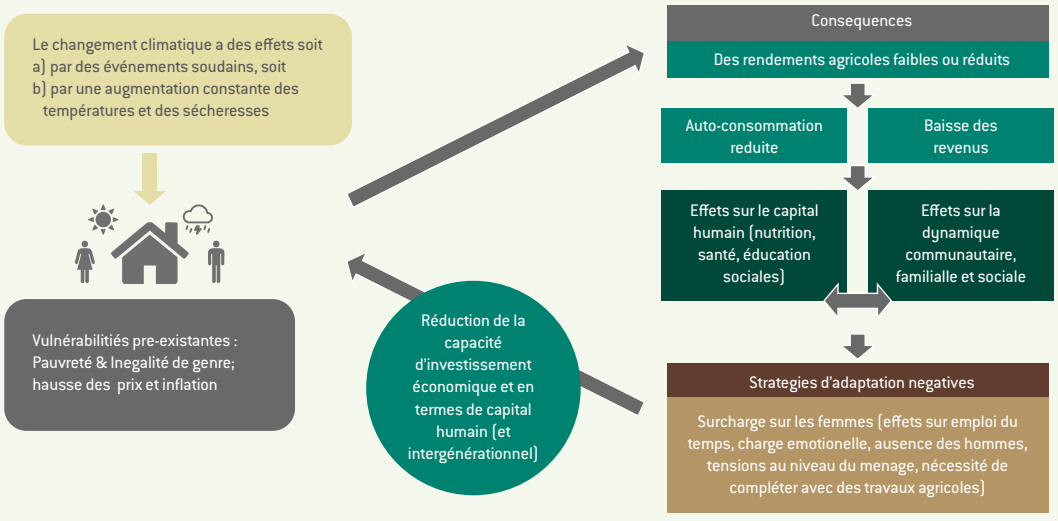
Ce rapport complète le CCDR de Guinée mentionné ci-dessus en amplifiant la voix des personnes les plus touchées par le changement climatique, à savoir les femmes et les hommes des zones rurales, qui sont confrontés quotidiennement à ses effets et s'efforcent de s'y adapter avec des ressources limitées. Bien que certaines voies potentielles par lesquelles le changement climatique peut avoir un impact sur les femmes en Guinée ont été identifiées, il y a peu de preuves sur la façon dont ces impacts différenciés selon le genre se manifestent au sein des exploitations agricoles, des ménages et des communautés dans la Guinée rurale. Il est crucial de comprendre comment les femmes font face à ces défis dans leurs rôles de petites agricultrices, de membres de la famille (mères, épouses et/ou chefs de famille), et de membres de la communauté, car cela peut également informer les stratégies d'adaptation sensibles au genre du projet de filet de sécurité sociale productif (NAFA)[3]. En outre, il est essentiel d'étudier si la crise du changement climatique a influencé les rôles des femmes dans ces domaines et, le cas échéant, de préciser la nature de ces changements et d'identifier des stratégies permettant de renforcer leur capacité d'adaptation.

Une étude qualitative a été menée dans quatre préfectures de Guinée afin d'explorer les impacts du changement climatique sur le genre et d'informer les stratégies d'adaptation sensibles au genre. Dans chaque préfecture, l'étude a sélectionné une communauté, ce qui a donné lieu à 31 entretiens approfondis (IDI), 20 discussions de groupe (FGD) et 8 entretiens avec des informateurs clés (KII). Les participants comprenaient : i) des femmes de ménages avec un homme présent, ii) des femmes de ménages sans homme adulte présent mais avec des personnes à charge, iii) des jeunes femmes récemment mariées, et iv) des hommes vivant dans des ménages avec des femmes adultes. Cette approche globale vise à fournir une compréhension nuancée des impacts du changement climatique spécifiques au genre et à développer des stratégies d'adaptation efficaces qui répondent aux défis uniques auxquels sont confrontées les femmes en milieu rural en Guinée.

Dans l'ensemble, les résultats de l'étude mettent en évidence l'intersection complexe de la vulnérabilité climatique, de la pauvreté et des charges disproportionnées qui pèsent sur les femmes, à qui incombe de gérer à la fois les exploitations agricoles et les ménages. L'étude ne met pas seulement en lumière les impacts « matériels », souvent mesurables et différenciés selon le sexe, tels que les impacts sur les différentes dimensions de la vie. Elle révèle également les impacts « non matériels » liés à une charge émotionnelle nettement plus élevée, mais aussi les changements dans la dynamique des genres au sein des ménages et des communautés. (voir les conclusions générales **Graphique 1**).

L'étude montre que le changement climatique a un impact social et économique sur les femmes en tant que petites agricultrices, chefs de famille ou membres de la famille, et membres de la communauté. Les personnes interrogées perçoivent les effets du changement climatique par une réduction considérable des rendements agricoles et donc d'une diminution de leurs revenus. Dans le contexte de vulnérabilités économiques déjà présentes, il n'existe aucun filet de résilience sur lequel s'appuyer pour se protéger. En outre, les inégalités de genre préexistantes en matière de propriété foncière, de choix des cultures et de prise de décision affectent différemment les hommes et les femmes et, en fin de compte, placent ces dernières dans une position où elles supportent un fardeau plus lourd.

Graphique 1 . Vue d'ensemble des résultats de la recherche



Source : Visualisation des principales conclusions par les auteurs

L'étude révèle une interaction complexe entre les facteurs de stress spécifiques au climat et les défis structurels de longue date tels que la pauvreté, l'inflation et la faiblesse des institutions. Les changements climatiques, en particulier les

3 Le projet NAFA fournit aux ménages pauvres, en particulier aux femmes (98 % des bénéficiaires de transferts monétaires), des transferts monétaires réguliers, des mesures d'accompagnement et des activités d'inclusion productive pour renforcer la résilience face aux chocs. Il comprend également un volet de réponse aux chocs, offrant des transferts d'argent à 10 000 ménages pendant les crises.

modifications des précipitations et l'augmentation de leur imprévisibilité, contribuent directement aux dommages causés aux cultures, à la baisse des rendements et à la dégradation des sols. Ces impacts sont directement attribuables au changement climatique. Cependant, les conséquences de ces perturbations, telles que la réduction des revenus des ménages et l'insécurité alimentaire, sont amplifiées par la pauvreté systémique et la capacité institutionnelle limitée. Par exemple, si la pénurie alimentaire est en partie due à l'inflation et aux difficultés financières, elle est aussi directement liée à la baisse de la productivité agricole induite par le climat et à l'érosion de la diversité des cultures. De même, la pénurie d'eau n'est pas seulement le résultat d'un retard dans les précipitations (un facteur climatique), mais reflète également l'insuffisance des infrastructures et des services (un problème de gouvernance). L'accès à l'éducation et aux soins de santé est limité à la fois par les pertes de revenus liées au climat et par le sous-investissement chronique dans les services publics. Les tensions et les conflits liés aux ressources sont intensifiés par le stress climatique, mais s'inscrivent dans un contexte de gouvernance foncière faible et des mécanismes de résolution des conflits insuffisants. Ainsi, bien que le changement climatique agit comme un facteur de stress majeur, ses impacts sont en grande partie façonnés et amplifiés par des vulnérabilités préexistantes. Cela souligne l'importance d'une lecture nuancée des causes, qui distinguent les effets directement liés au climat de ceux résultant de la pauvreté systémique et de la fragilité institutionnelle.

Cette étude présente deux nouvelles perspectives qui n'ont pas été suffisamment explorées dans les recherches précédentes :

- **Les femmes ne sont pas seulement les principales « victimes » du changement climatique, elles sont aussi celles qui luttent pour la survie de leur famille.** Elles se retrouvent à assumer la responsabilité de répondre aux besoins du ménage et souvent à gérer ces demandes seules en raison de l'absence des hommes. Les charges des femmes ne se limitent pas à l'approvisionnement en nourriture, mais englobent également la collecte de l'eau, le financement de l'éducation et les dépenses de santé. L'absence des hommes est également observée dans les ménages où ils sont physiquement présents. Les hommes semblent se retirer émotionnellement et laissent à leurs femmes la gestion de la crise. L'impact émotionnel de l'évolution de la dynamique des genres dans les ménages, où les hommes restent physiquement présents mais se retirent émotionnellement, représente un enjeu important et encore peu documenté. Ce phénomène redéfinit les rôles familiaux traditionnels et impose une charge considérable sur les femmes, qui doivent faire face aux exigences pratiques et émotionnelles de la survie.
- **Les expériences de « prise en charge par les femmes » remettent en question les notions de masculinité et de féminité/rôles de genre, mais ne se traduisent pas par une plus grande équité.** Les changements observés dans la dynamique des ménages ne se traduisent pas par un plus grand pouvoir pour les femmes ni par une réduction des inégalités de genre. Par exemple, si les femmes assument davantage de responsabilités et font preuve d'initiatives, cela ne se traduit pas par une amélioration des droits fonciers. En outre, sans accès au financement, aux connaissances scientifiques ou aux ressources agricoles, cette augmentation des responsabilités tend à aggraver leurs difficultés face à la crise. Les femmes continuent de naviguer dans la complexité de l'équilibre entre les rôles masculins et féminins au sein de ces structures de pouvoir en évolution. Le paradoxe de l'augmentation des responsabilités sans gains équivalents en droits ou en ressources met en évidence une tension fondamentale : bien que les femmes assument un plus grand leadership dans la gestion des crises, des obstacles structurels persistent, empêchant des progrès significatifs en matière d'équité de genre.

En conséquence, les stratégies et les besoins d'adaptation des femmes diffèrent considérablement de ceux des hommes : les femmes ont recours à diverses stratégies d'adaptation, telles que le travail hors de l'exploitation agricole, et peuvent adopter des mécanismes d'adaptation (comme la réduction de l'apport alimentaire, la réduction des dépenses liées à la santé et à l'éducation, ainsi qu'aux événements sociaux) **qui ont des conséquences négatives**. Le transfert d'argent reçu dans le cadre du NAFA fournit une base minimale pour les besoins immédiats de subsistance. En même temps, il est clair que les agricultrices sont prises entre deux statuts : celui de victimes et celui d'actrices résilientes. Elles ont besoin d'un meilleur accès aux actifs productifs et de connaissances et de compétences adéquates pour s'adapter plus efficacement au changement climatique et atteindre un véritable niveau de résilience.

Enfin, cette étude propose un ensemble complet de recommandations politiques visant à renforcer la résilience économique des femmes et à relever les défis complexes de la vulnérabilité climatique, de la pauvreté et des inégalités systémiques. Les recommandations présentées dans ce rapport complètent celles énoncées dans le Rapport sur le climat et le développement en Guinée (CCDR). Les principales recommandations portent sur le renforcement de la résilience économique des femmes par l'extension d'initiatives telles que le NAFA pour renforcer la protection sociale et le soutien nutritionnel, l'amélioration de l'accès des femmes à la terre, aux actifs productifs, aux ressources agricoles et à l'inclusion financière, et l'augmentation des possibilités de diversification des revenus par le biais du travail hors de l'exploitation agricole. En outre, le renforcement du capital humain des femmes en réduisant les obstacles à l'éducation et aux soins de santé, ainsi qu'en offrant une formation professionnelle dans le domaine de l'agriculture intelligente face au climat et des emplois verts, peut permettre aux femmes de relever les multiples défis présentés dans cette étude. L'étude souligne également la nécessité de promouvoir le leadership des femmes dans la prise de décision liée au climat et de renforcer les capacités de gestion des catastrophes par une formation et une représentation inclusives. Collectivement, ces mesures ciblent les inégalités systémiques tout en renforçant les efforts d'adaptation des femmes, ouvrant ainsi la voie à des communautés plus équitables et plus résilientes.

1. INTRODUCTION

Malgré sa richesse en ressources naturelles, la Guinée reste l'un des pays les plus pauvres du monde. En Afrique subsaharienne, le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la Guinée était de 962 dollars américains en 2019, alors que la moyenne de la région est de plus de 1 600 dollars américains (World Bank 2018b). En moyenne, 55% de la population guinéenne vit en dessous du seuil de pauvreté, l'extrême pauvreté se situe à 35%; la crise Ebola et la pandémie de COVID-19 ont très probablement intensifié la pauvreté et les inégalités dans le pays (World Bank 2018a; 2022). Malgré une légère amélioration par rapport aux années précédentes, la Guinée se classe toujours au 181e rang sur 193 de l'indice de développement humain (UNDP 2024).

La Guinée est particulièrement sensible aux impacts du changement climatique, qui affectent de manière disproportionnée ses populations les plus vulnérables. Située en Afrique de l'Ouest, le long de l'océan Atlantique, la Guinée connaît un climat tropical avec des saisons sèches et humides distinctes[4]. Cette situation géographique expose le pays à divers risques liés au climat, notamment l'élévation du niveau de la mer, l'érosion côtière et l'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les fortes précipitations, les inondations et les sécheresses. La Guinée est l'un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, se classant au 33e rang des pays les plus vulnérables et au 46e rang des pays les moins prêts à faire face à une vulnérabilité climatique extrême[5]. Les températures annuelles moyennes devraient augmenter de 1,1 à 3,0°C d'ici les années 2060 et de 1,6 à 5,3°C d'ici les années 2090. La fréquence et la répartition des précipitations au cours de l'année varieront de plus en plus. La situation géographique de la Guinée et la diversité de ses zones climatiques contribuent à sa grande vulnérabilité au changement climatique, qui a un impact sur son environnement, son économie et le bien-être de ses habitants, en particulier les femmes, les enfants et les communautés rurales qui manquent souvent de ressources pour s'adapter (UNDP-UN Environment 2020).

La Guinée est également confrontée à d'importants problèmes d'inégalité de genre. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (2022), la Guinée présente d'importantes inégalités de genre, comme en témoigne son indice d'inégalité entre les sexes (IIG), qui s'élève à 0,609[6]. Ce score met en évidence d'importantes disparités en matière de santé reproductive, d'autonomisation et de participation au marché du travail. La récente évaluation du genre en Guinée révèle que les femmes et les filles guinéennes sont confrontées à des obstacles considérables dans diverses dimensions du bien-être, notamment l'éducation, la santé et la participation économique. Par exemple, près de deux tiers des femmes et plus de la moitié des hommes âgés de 15 ans et plus n'ont pas accès à l'éducation formelle, les filles étant systématiquement moins nombreuses que les garçons à s'inscrire dans l'enseignement primaire et secondaire (De Paz Nieves et al. 2023). Le pays a l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés d'Afrique subsaharienne, avec 576 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2017, la mortalité maternelle représentant 41% des décès chez les femmes âgées de 15 à 19 ans. En outre, la Guinée se classe parmi les 10 pays où la prévalence du mariage des enfants est la plus élevée, près de la moitié des femmes âgées de 20 à 24 ans ayant été mariées avant l'âge de 18 ans. Les pratiques coutumières et religieuses telles que le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) et la polygamie restent très répandues, reflétant le faible statut des femmes et des filles dans la société (De Paz Nieves et al. 2023).

En temps de crise, comme le changement climatique, les inégalités de genre existantes tendent souvent à s'aggraver. De nombreuses données montrent que les femmes, qui sont déjà plus vulnérables et désavantagées en termes d'opportunités économiques, d'accumulation de capital humain et d'action, sont exposées à un risque accru en raison du changement climatique (Delavallade et. al 2025 ; UN Women 2025). Ces inégalités de genre préexistantes signifient que les femmes ont généralement une capacité réduite à répondre et à s'adapter aux chocs externes par

4 World Bank, Climate Change Knowledge Portal, https://climateknowledgeportal.worldbank.org/

5 Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN), https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/.

6 United Nations Development Programme, "Gender Inequality Index (GII)," https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII.

rapport aux hommes. Par conséquent, le changement climatique a un impact disproportionné sur les femmes, exacerbant leurs difficultés et renforçant les disparités de genre. **Le Tableau 1** résume plusieurs façons dont les femmes sont touchées différemment des hommes par le changement climatique, avec un accent particulier sur la Guinée.

Tableau 1 . Comment le changement climatique affecte les femmes

	Comparées aux hommes, les femmes…					
	Sont plus exposées à la pauvreté/sont plus susceptibles d'avoir un emploi vulnérable	Sont disproportionnellement engagées dans le travail rural et agricole	Ont une sécurité foncière moins sûre et une plus grande vulnérabilité en cas de catastrophe climatique	Ont des niveaux de capital humain inférieurs et une moindre capacité à s'adapter aux risques climatiques	Sont plus susceptibles d'adopter des stratégies d'adaptation négatives lors de chocs naturels (par exemple, sauter des repas)	Ont une représentation et une voix limitées
Guinée	Plus de 95 % des emplois des femmes sont considérés comme vulnérables, contre 83,3 % des hommes (en 2019).[a]	Les femmes sont surreprésentées dans les secteurs vulnérables au climat, tels que l'agriculture (54,6 %) et l'élevage/la pêche (INS 2020).	Les hommes sont les principaux propriétaires fonciers, représentant 73 % des parcelles et 84,5 % du total des hectares ; les femmes ne possèdent que 22 % des parcelles avec des titres fonciers légaux (INS 2020).	Les femmes et les filles rurales âgées de 15 ans et plus ont des taux d'alphabétisation inférieurs à ceux de leurs homologues masculins : 13,6 % contre 38,9 % ; les femmes travaillant dans l'agriculture ont les taux d'alphabétisation les plus bas (9,1 %), loin derrière les hommes travaillant dans l'agriculture (29,3 %) (INS 2020).		37 % des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans ne participent pas aux décisions importantes du ménage ; ce taux est le même pour les femmes vivant en milieu rural et urbain (INS et ICF 2018).

Source : D'après World Bank 2022b, en s'appuyant sur d'autres sources comme indiqué.
a. World Bank, World Development Indicators, https://data.worldbank.org/indicator/SL.EMP.VULN.FE.ZS?locations=GN.

Alors que certaines voies potentielles par lesquelles le changement climatique peut avoir un impact sur les femmes en Guinée ont été identifiées, il y a peu de preuves sur la façon dont ces impacts différenciés selon le genre se manifestent au sein des exploitations agricoles, des ménages et des communautés en milieu rural en Guinée. Il est crucial de comprendre comment les femmes font face à ces défis dans leurs rôles de petites agricultrices, de membres de la famille (mères, épouses et/ou chefs de famille), et de membres de la communauté, car cela peut également informer les stratégies d'adaptation sensibles au genre du projet de filet de sécurité sociale productif (NAFA)[7]. En outre, il est essentiel d'étudier si la crise du changement climatique a influencé les rôles des femmes dans ces domaines et, le cas échéant, de préciser la nature de ces changements et d'identifier des stratégies visant à renforcer leur capacité d'adaptation.

Une étude qualitative a été menée dans quatre préfectures de Guinée afin d'explorer les impacts du changement climatique sur le genre et d'informer sur les stratégies d'adaptation sensibles au genre. Dans chaque préfecture, l'étude a sélectionné une communauté, ce qui a donné lieu à 31 entretiens approfondis (IDI), 20 discussions de groupe (FGD) et 8 entretiens avec des informateurs clés (KII). Les participants comprenaient : i) des femmes issues de ménages où un homme est présent, ii) des femmes (veuves, divorcées ou séparées) issues de ménages où aucun homme adulte n'est présent mais où il y a des personnes à charge, iii) des jeunes femmes récemment mariées et iv) des hommes vivant dans des ménages avec des femmes adultes. Cette approche globale vise à fournir une compréhension nuancée des impacts du changement climatique spécifiques au genre et à développer des stratégies d'adaptation efficaces qui répondent aux défis uniques auxquels sont confrontées les femmes en Guinée rurale. L'encadré 1 présente la diversité géographique des préfectures sélectionnées, tandis que l'annexe 1 fournit une description détaillée de la méthodologie de l'étude, y compris la sélection des participants, la collecte des données et les processus d'analyse.

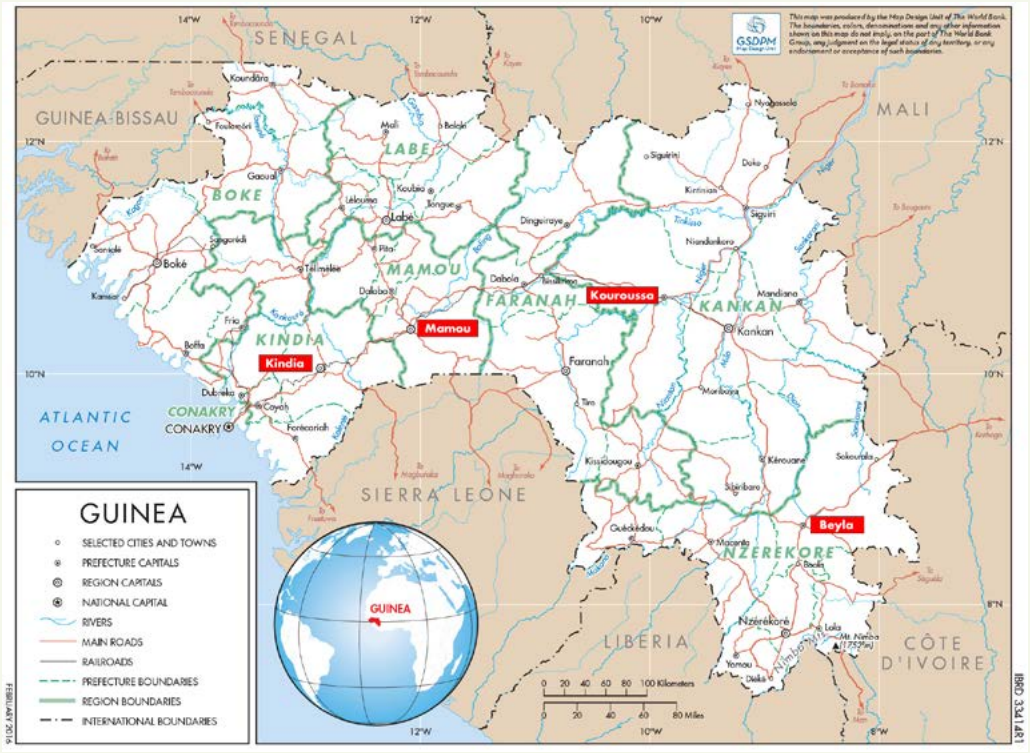
Le rapport est structuré de manière à mettre en évidence les impacts multiformes du changement climatique, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes. La section 2 se concentre sur la façon dont le changement climatique affecte la terre et les utilisateurs de la terre tels que les petits exploitants agricoles, affectant directement les femmes par la réduction des rendements des cultures et des revenus. **La section 3** approfondit les répercussions sociales et économiques sur les populations rurales guinéennes, en mettant l'accent sur les défis disproportionnés auxquels les femmes sont confrontées dans leur travail et leur vie. **La section 4** se concentre explicitement sur la résilience des femmes, en détaillant leurs stratégies d'adaptation uniques et leurs rôles cruciaux dans la gestion des besoins du ménage face aux aléas climatiques. Enfin, la **section 5** synthétise les résultats et propose des recommandations pour renforcer la résilience des communautés et des ménages, en mettant particulièrement l'accent sur le soutien aux capacités d'adaptation des femmes.

7 Le projet NAFA fournit aux ménages pauvres, en particulier aux femmes (98 % des bénéficiaires de transferts monétaires), des transferts monétaires réguliers, des mesures d'accompagnement et des activités d'inclusion productive pour renforcer la résilience face aux chocs. Il comprend également un volet de réponse aux chocs, offrant des transferts d'argent à 10 000 ménages pendant les crises.

Encadré 1 : Localisation géographique et diversité des préfectures sélectionnées

Les quatre zones sélectionnées pour l'étude sont Madina-Oula, Dounet, Balato et Gnossomoridou. Les capitales régionales ou préfectorales les plus proches sont respectivement Kindia, Mamoua, Kouroussa et Beyla (voir Graphique 2).

Graphique 2 . Lieux de l'étude en Guinée



Source : Unité de cartographie, Banque mondiale

Madina-Oula est située à 63 km de **Kindia**. Elle constitue un point de liaison entre la région côtière et les contreforts du Fouta, une région montagneuse du centre de la Guinée. Le paysage se caractérise par des savanes boisées et sa proximité avec la frontière de la Sierra Leone la rend vulnérable aux incursions des rebelles et à l'épidémie d'Ebola (Dixon et al. 2015). La population est majoritairement composée de l'ethnie *Soussou*, dont l'islam est la religion principale. Les principales activités économiques sont la riziculture, la culture du manioc et le maraîchage.

Dounet est situé à 37 km de **Mamoua**. La région se compose de villages avec des savanes boisées le long de la rivière Bafing. La population est essentiellement *peule* et l'islam est la religion dominante. L'agriculture et la pêche sont les principales activités de subsistance, le riz, les pommes de terre et les légumes étant les principales cultures. L'économie de la région est également soutenue par l'élevage, le commerce et l'artisanat.

Balato se trouve à 42 km de **Kouroussa**. La région est caractérisée par une savane herbeuse. La population locale vit dans de petites communautés rurales, s'appuyant sur l'agriculture de subsistance, telle que la culture du riz et du fonio, ainsi que sur le petit commerce et l'exploitation minière. L'ethnie *malinké* est majoritaire et l'islam est la religion prédominante. Des mines d'or sont également exploitées sur les terres arables, influençant l'économie locale.

Gnossomoridou est situé à 89 km de **Beyla**. La végétation est principalement une savane arborée. La population est majoritairement *koniankè* et la religion principale est l'islam. Cette région est connue pour ses activités minières, avec notamment la principale société d'extraction de minerai de fer et pour ses activités d'orpaillage [a].

a. Dans cette région, Rio Tinto, société minière australo-britannique et premier producteur mondial de minerai de fer, collabore avec le Winning Consortium Simandou (WCS) pour développer le projet de minerai de fer de Simandou. Les montagnes du Simandou, dans la région de Nzérékoré, sont réputées contenir la plus grande réserve inexploitée de minerai de fer à haute teneur au monde.

2. QUAND LA TERRE S'EFFONDRE : COMMENT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AFFECTE CEUX QUI VIVENT DE CE QUE LA TERRE PRODUIT

« Donc tout ce que nous avons provient de la terre, si cette terre nous réussit plus comme par le passé, n'est-ce pas la souffrance? » *(FGD 7, Hommes, Kindia)*

Cette section examine l'impact du changement climatique sur les petits exploitants agricoles, en se concentrant sur leur rôle de producteurs et d'utilisateurs des terres. Elle décrit comment la terre est affectée par le changement climatique du point de vue des personnes interrogées et ses conséquences telles que la réduction des rendements agricoles et la diminution des revenus. Elle souligne le rôle des limitations des ressources préexistantes et démontre également le cercle vicieux de la pauvreté crée lorsque le changement climatique exacerbe la pauvreté. Bien que cette section de traite pas des questions de genre, la discussion sur les impacts climatiques est importante pour l'analyse des questions de genre dans les sections suivantes.

Le Rapport sur le climat et le développement en Guinée (CCDR)[8] fournit des projections quantitatives sur les impacts du changement climatique sur les rendements agricoles, venant compléter les conclusions qualitatives présentées dans ce rapport. Avec 97% de l'agriculture guinéenne dépendante des systèmes pluviaux, le secteur est fortement exposé aux facteurs de stress climatiques, en particulier à la hausse des températures et à l'irrégularité de l'approvisionnement en eau. La modélisation du CCDR indique que la production agricole sera affectée par les changements dans la disponibilité de l'eau et la hausse des températures, cette dernière ayant globalement un impact plus important. D'ici les années 2040, la production agricole pluviale devrait diminuer de 7,7 % dans les scénarios « sec/chaud »[9], contre 1,3% dans les conditions « humide/chaud ». Les pertes les plus importantes sont attendues pour les légumes et les racines comestibles, avec des baisses respectives de 24,7% et 17,9%. L'agriculture irriguée, y compris le riz, qui constitue la culture la plus lucrative du pays,

8 World Bank Group. 2025. Guinea Country Climate and Development Report.

9 Les scénarios de climat sec/chaud et humide/chaud font référence à un ensemble de conditions climatiques futures projetées utilisées dans la modélisation pour évaluer les impacts potentiels du changement climatique dans le CCDR de Guinée.
Scénarios secs/chauds : cinq scénarios autour du 10e centile des changements moyens des précipitations (c'est-à-dire secs) et du 90e centile des changements moyens de température (c'est-à-dire chauds), dans les modèles climatiques globaux (MCG) SSP2-4.5 et SSP3-7.0. Les résultats finaux du canal comprennent également l'impact climatique moyen des cinq MCG secs/chauds sélectionnés.
Scénarios humides/chauds : cinq scénarios autour du 90e centile des changements moyens de précipitations (c'est-à-dire humides) et du 10e centile des changements moyens de température (c'est-à-dire chauds), pour les modèles climatiques globaux (MCG) SSP2-4.5 et SSP3-7.0. Les résultats finaux du canal incluent également l'impact climatique moyen des cinq MCG humides/chauds sélectionnés.

est également menacée, avec des chocs annuels prévus de -5,7% dans les scénarios « sec/chaud » et de -1,0% dans les scénarios « humide/chaud ». Ces chiffres soulignent les risques cumulés auxquels sont confrontés les producteurs ruraux, en particulier les femmes, dont les moyens de subsistance dépendent de systèmes agricoles de plus en plus fragiles.

Le changement climatique est devenu une réalité tangible pour toutes les personnes interrogées, qui utilisent principalement leurs terres ou des terres empruntées pour l'agriculture de subsistance. L'analyse des perceptions des personnes interrogées met en évidence le rôle significatif des changements climatiques dans l'évolution de leurs moyens de subsistance agricoles, en particulier dans les régions où l'agriculture est étroitement liée à l'environnement naturel. La citation suivante provient d'une personne interrogée lors d'un FGD à Dounet, Mamoua, décrivant comment les changements climatiques ont perturbé les sources traditionnelles de travail, forçant les gens à s'adapter à une réalité de plus en plus incertaine. Dans le contexte des changements climatiques, la personne interrogée souligne que le plus grand défi est d'assurer des moyens de subsistance stables.

> *Il y a beaucoup de changements, mais le changement le plus difficile c'est celui lié à la recherche du quotidien. En effet, s'il n'y a pas de travail, là où tu te débrouillais est interrompu, ça devient très difficile. (FGD 21, Hommes, Mamoua)*

Le changement climatique affecte la terre et l'écosystème naturel local principalement de deux manières : i) l'augmentation constante de la température, ii) les événements ou catastrophes soudains tels que les inondations. Ces expériences varient toutefois d'une région à l'autre. Les personnes interrogées qui vivent près des bassins fluviaux ont décrit des changements notables dans les régimes d'inondation, tandis que celles qui vivent dans les zones de savane et de forêt ont témoigné de l'amenuisement des savanes et des forêts, ainsi que sur l'altération des interactions avec la faune. Ces changements environnementaux sont étroitement liés aux modifications de l'utilisation des sols et à l'évolution de la relation entre la terre et le climat.

Un extrait d'un FGD à Madina-Oula, Kindia, souligne le contraste entre le passé et le présent, en mettant en évidence la façon dont les changements climatiques ont perturbé les pratiques agricoles traditionnelles.

> *R3 : Nous ne pouvons même pas comparer Madina Oula avant et maintenant. Pour quoi faire? Avant, il y avait beaucoup de nourriture et le rendement de nos cultures était vraiment abondant, les souffrances étaient minimes, la cohésion sociale était là, il pleuvait abondamment. À tel point qu'actuellement, nous n'avons pas assez à manger, la chaleur nous épuise, la pluie se fait rare, les gens travaillent tard ce qui ne favorise pas un bon rendement.*
>
> *R1 : Je suis né ici. Les années précédentes, le manioc était cultivé et consommé pendant la saison sèche. Actuellement on ne le fait plus, les bœufs sont éparpillés un peu partout, la coupe abusive du bois partout, la sécheresse s'installe ou on va travailler pour nourrir nos familles maintenant?*
>
> *R4 : Avant, nos parents travaillaient beaucoup et avec des rendements élevés. À l'époque, les nouvelles vendanges retrouvaient les anciennes dans les greniers, mais maintenant c'est autre chose. Il n'y a pas de bons rendements et les gens travaillent tard à cause des bœufs et autres animaux domestiques, mais aussi et surtout à cause de la rareté des pluies. (FGD 3, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kindia)*

L'augmentation constante des températures (le premier impact climatique principal mentionné ci-dessus) représentent une menace critique pour les agriculteurs de subsistance dans les zones rurales de la Guinée. Les personnes interrogées ont décrit les défis quotidiens posés par la hausse des températures, en particulier leur impact sur l'utilisation des terres et la production alimentaire. Les périodes de sécheresse prolongées créent souvent des conditions proches de la sécheresse, rendant les cultures de plus en plus difficiles, en particulier pour les agriculteurs qui dépendent uniquement de l'eau de pluie et des sources d'eau locales, ces dernières pouvant s'assécher pendant les périodes de sécheresse prolongées. De nombreuses personnes interrogées ont souligné que la pénurie d'eau est devenue un problème critique dans de nombreuses régions, aggravé par le retard des pluies, l'épuisement des sources d'eau locales et l'incapacité des fortes pluies soudaines à réapprovisionner les nappes phréatiques. Au-delà de la disponibilité de l'eau, la sécheresse des sols représente un autre défi important, car il devient beaucoup plus difficile de labourer et de préparer les plantations sans accès à des machines électriques ou à des tracteurs. Dans un FGD mené à Dounet, Mamoua, parmi les femmes vivant dans des ménages sans homme adulte, les personnes interrogées décrivent comment la chaleur n'a cessé d'augmenter :

> *R5 : Il y a dix ans, la température n'était pas si élevée. Il y avait de la chaleur, mais pas comme aujourd'hui. R2: Si nous prenons les dix dernières années, elles sont différentes de celles qui les ont précédées. Chaque nouvelle année a une chaleur plus intense que les années précédentes, plus les années passent plus la chaleur augmente. (FGD 5, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans hommes, Mamoua)*

En ce qui concerne les événements ou catastrophes soudains tels que les inondations (le second impact principal mentionné ci-dessus), les personnes interrogées ont indiqué que les changements dans les régimes d'inondation et les fortes pluies soudaines accompagnées de vents violents aggravent encore l'utilisation des terres et la production alimentaire. Historiquement, les habitants vivant près des bassins fluviaux et des zones marécageuses étaient confrontés à des inondations régulières chaque année mais la fiabilité des précipitations durant cette période permettait aux agriculteurs d'anticiper la saison des inondations et de planifier stratégiquement leurs activités agricoles. Avec des périodes de sécheresse de plus en plus longues, des saisons des pluies de plus en plus courtes et des inondations imprévisibles,

la préparation des terres est souvent retardée ou compromise, et les récoltes sont parfois entièrement perdues. Ces perturbations exercent une pression supplémentaire sur l'agriculture et l'utilisation des terres, car les agriculteurs, en particulier ceux dont les ressources financières sont limitées, doivent reconstruire soit leur maison, soit leur exploitation, soit les deux, après chaque événement de ce type. Les personnes interrogées d'un FGD de Balato, Kouroussa, décrit l'expérience des inondations dans leur village :

> *La pluie est tombée et faire des dégâts, il y' avait des maisons qui sont tombées. Ces habitants se sont fait loger chez les voisins jusqu'à la saison sèche pour qu'ils puissent reconstruire leur maison. Jusqu'à deux ans ici, si tu partais là-bas tu allais penser que c'était une mer, nos maisons étaient inondées. (FGD 16, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kouroussa)*

Les changements climatiques observés, tels que rapportés lors des entretiens qualitatifs, sont cohérents avec les données sur les tendances des températures et des précipitations, mettant en évidence les changements environnementaux en cours en Guinée. La température moyenne de l'air en surface dans le pays a régulièrement augmenté, allant de 20°C à 30°C entre 1991 et 2020, avec des projections indiquant une poursuite de ce réchauffement.[10] Les précipitations présentent une variabilité saisonnière importante, fluctuant entre 0 mm et 400 mm par mois, déclenchant des cycles de sécheresse et d'inondations qui perturbent l'agriculture et exacerbent la dégradation des sols.

En tant que petits exploitants agricoles, les changements climatiques ont pour principal effet de réduire la productivité des cultures, ce qui se traduit par des rendements moindres ou de mauvaises récoltes. De nombreuses personnes interrogées ont souligné que l'irrégularité des conditions météorologiques rendait difficile le respect des calendriers agricoles traditionnels, les récoltes étant souvent détruites par la chaleur lorsque les pluies sont retardées. Même lorsque les prévisions de précipitations sont correctes, l'intensité des pluies peut provoquer des inondations, ce qui endommage encore plus les cultures. Des périodes de sécheresse plus longues et des saisons des pluies plus courtes ont rendu les cultures plus sensibles à la sécheresse. En conséquence, de nombreux agriculteurs voient leurs récoltes diminuer.

Au-delà des deux principaux modèles de changement mentionnés plus haut, le manque de prévisibilité affecte les agriculteurs et les oblige à adapter en permanence leurs stratégies de culture, le choix des cultures et l'utilisation des terres. En comparant les conditions actuelles au passé, de nombreuses personnes interrogées décrivent le passage d'un cycle climatique auparavant stable, où les périodes sèches duraient six mois et étaient suivies de six mois de précipitations, à une période sèche plus longue suivie d'une période de pluie relativement courte et intense. En outre, certaines personnes interrogées ont noté des changements dans le régime des vents, ce qui suggère des perturbations climatiques plus larges qui pourraient affecter les écosystèmes locaux et les pratiques agricoles de manière moins directe, mais tout aussi significative.

Les personnes interrogées ont dû modifier les types de cultures qu'elles pratiquent en raison de l'incertitude quant à la réussite des récoltes. Ils donnent désormais la priorité aux terres en fonction de la disponibilité de l'eau plutôt qu'à l'adéquation des terres à des cultures spécifiques. De nombreux agriculteurs expérimentent fréquemment différentes cultures pour déterminer celles qui s'adaptent le mieux aux nouvelles conditions climatiques, souvent sans accompagnement technique et en s'appuyant principalement sur les conditions naturelles pour prendre leurs décisions. Des cultures auparavant fiables telles que le riz, les piments, les pommes de terre, le fonio[11], les arachides et le manioc affichent des rendements irréguliers. Les effets de ces changements varient considérablement d'un agriculteur à l'autre, en fonction du contexte régional et des circonstances individuelles. Par exemple, de nombreux agriculteurs ont signalé une production de riz considérablement réduite par rapport aux années précédentes, ce qui les oblige à recourir au riz importé pour répondre à leurs besoins alimentaires. Les variétés de riz locales sont devenues inaccessibles pour beaucoup en raison de l'inflation, et même lorsqu'elles sont cultivées, elles produisent souvent des quantités insuffisantes pour la consommation des ménages.

Outre les rendements agricoles et les conditions météorologiques, les changements climatiques perturbent également l'environnement local, ce qui entraîne de nouveaux défis. Historiquement, l'interférence de la faune et de la flore était un sujet de préoccupation pour les agriculteurs. Toutefois, des observations récentes indiquent que de nouveaux problèmes sont apparus, aggravant les difficultés rencontrées par ces agriculteurs. Par exemple, le surpâturage par le bétail, dû à l'aggravation de la pénurie d'eau et de la déforestation, est devenu un problème majeur. Quelques personnes interrogées ont également mentionné l'émergence de nouvelles infestations d'insectes et de parasites contribuant à la dégradation de la santé et du rendement des cultures. Une personne interrogée d'un FGD de Balato, Kouroussa, illustre les problèmes auxquels ils sont confrontés en raison de l'émergence d'infestations d'insectes et de parasites.

> *Ce qu'elle a dit c'est le cas de tout le monde on peut travailler par la main par la tête par les pieds mais ça ne marche pourtant pas. Avant il suffisait juste de faire un petit travail et tu bénéficie rapidement. En ce temps, cette affaire des espèces dangereuses n'étaient pas là en ce moment. Ce sont cette espèce là aujourd'hui qui fatigue beaucoup les femmes même pendant la saison pluvieuse, la pluie ne fait rien contre ces espèces destructrices. (FGD 18, Femmes vivant avec des hommes et des dépendants, Kouroussa)*

La réduction de la productivité des cultures a entraîné des revenus instables et faibles. Cela affecte à son tour tous les aspects de la vie des populations, en particulier leur capacité à satisfaire leurs besoins essentiels tels que l'alimentation, les soins

10 World Bank, Climate Change Knowledge Portal, "Climate Change Overview," https://climateknowledgeportal.worldbank.org/overview.

11 Le fonio est une céréale de base en Afrique de l'Ouest, connue pour sa croissance rapide, sa tolérance à la sécheresse et sa forte valeur nutritionnelle.

de santé et l'éducation de leurs enfants (voir la section 3.1). Les effets imprévisibles du changement climatique sur la productivité des cultures sont à l'origine d'une grande instabilité économique, limitant fortement la capacité des agriculteurs à satisfaire leurs besoins essentiels et exacerbant la pauvreté.

La limitation des ressources préexistantes et la pauvreté aggravent les conséquences économiques de la baisse des rendements agricoles. L'accès limité aux ressources essentielles intensifie la vulnérabilité des agriculteurs au changement climatique, en particulier pour les femmes et les agriculteurs à faibles revenus qui disposent déjà de ressources limitées. Les personnes interrogées déclarent que les agriculteurs qui n'ont pas accès aux ressources essentielles sont plus vulnérables aux effets du changement climatique. Ces personnes affirment qu'avec des « moyens » appropriés, tels que les engrais, les herbicides, une main-d'œuvre supplémentaire, des ressources pour construire des clôtures afin de protéger les cultures des animaux domestiques et sauvages, et des machines (telles que des tracteurs, des charrues électriques, des forages, des pompes à moteur, etc), ils pourraient mettre en œuvre des plans d'urgence et s'adapter rapidement pour éviter les mauvaises récoltes. Cette situation met en lumière un problème plus large : les inégalités préexistantes, en particulier pour les groupes à faibles revenus et les agricultrices de subsistance sans mari, aggravent les effets du changement climatique. Ces agriculteurs sont touchés de manière disproportionnée parce qu'ils n'ont pas les ressources nécessaires pour atténuer les effets des perturbations liées au climat. Plusieurs personnes interrogées soulignent la nécessité de disposer d'intrants agricoles et d'actifs productifs qui sont essentiels pour s'adapter aux effets du changement climatique. Les participants des FGD de Beyla, Kouroussa et Madina-Oula, Kindia abordent divers aspects des « moyens » dont les personnes interrogées manquent et la manière dont cela affecte leur capacité d'adaptation pour faire face à la crise des récoltes due aux changements des régimes climatiques :

Le peu de culture que nous avions fait l'année passée la pluie la sècheresse a gâté ça. Nous n'avons rien eu au retour nous n'avons pas eu de l'engrais pour utiliser. Nos maris ne sont pas partis à la mine, nous n'avons pas de matériels pour cultiver ni rien. (FGD 16, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kouroussa)

R5 : À l'heure actuelle, il n'est même pas facile d'atteindre les charrues pour labourer les champs et les tracteurs sont également chers. Le peu que vous faites de votre force physique, vous êtes obligé de le regarder, sinon vous travaillez pour n'avoir rien. Nous sommes obligés de mettre nos enfants sous surveillance.

R1 : Honnêtement, la chaleur a causé la rareté de la pluie et à cela s'ajoute le manque de moyens par endroits pour labourer nos champs. Et quand on travaille aussi, il faut veiller du matin au soir contre les bœufs, sinon ils vont tout manger. (FGD 3, Femmes vivant avec des hommes et des personnes dépendantes, Kindia)

Les « moyens » mentionnés par les personnes interrogées englobent les ressources financières nécessaires à l'achat d'intrants agricoles et de divers actifs productifs, notamment des tracteurs, des charrues électriques, des forages, des motopompes, ainsi que d'autres équipements agricoles et intrants tels que des engrais et des herbicides. Ces limitations de ressources existantes affaiblissent la capacité d'adaptation au changement climatique.

Résumé : Le changement climatique a des répercussions multiples sur les petits exploitants agricoles ; les variations climatiques et les changements environnementaux perturbent les pratiques agricoles et les écosystèmes locaux. Il en résulte une instabilité économique due à la baisse des rendements agricoles et de la vulnérabilité accrue à la pauvreté. Les limitations de ressources et les inégalités préexistantes, en particulier chez les agriculteurs à faible revenu et les femmes, aggravent ces défis, ce qui rend plus difficile leur adaptation et la pérennisation de leurs moyens de subsistance.

3. UNE VIE DE DIFFICULTÉS : LA VULNÉRABILITÉ DISPROPORTIONNÉE DES FEMMES AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

> ***« Nous vivons difficilement. Ce n'est pas facile à dire. C'est comme ça nous vivons. Nous travaillons beaucoup pour avoir peu d'argent. Il y a 7 ans que j'ai perdu mon mari, je ne vais nulle part. Nous souffrons énormément avec nos enfants. »***[12] *(FGD 24, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans hommes, Kouroussa)*

Cette section examine la manière dont le changement climatique affecte les Guinéens ruraux. Elle se concentre sur les impacts sociaux et économiques sur le capital humain, y compris la nourriture, l'eau, la santé, l'éducation et la dynamique sociale. Elle explore également les tensions communautaires résultant de la concurrence pour les ressources telles que la nourriture, l'eau et le bétail, exacerbée par la pauvreté et la hausse de l'inflation. Enfin, la section souligne les effets disproportionnés de ces défis sur les femmes et les filles.

3.1 Effets sur le capital humain : Sécurité alimentaire, eau, santé et éducation

La sécurité alimentaire est l'un des aspects de la vie les plus gravement touchés par le changement climatique, en raison des effets croisés de l'inflation et des perturbations causées par le climat sur la productivité agricole et les revenus des agriculteurs. La baisse des rendements agricoles diminue les revenus et laisse les consommateurs avec un faible pouvoir d'achat dans un contexte d'inflation élevée. En outre, la réduction des rendements agricoles limite également la disponibilité des denrées alimentaires pour la consommation personnelle. De nombreuses personnes interrogées ont souligné les changements dans la productivité agricole, rendant difficile la satisfaction de leurs propres besoins alimentaires à partir de leurs exploitations. La baisse de disponibilité de nourriture provenant de leurs propres exploitations oblige les ménages à dépendre davantage de la nourriture achetée, qui est inabordable pour beaucoup en raison de la baisse des revenus et de l'inflation. Cette dépendance à l'égard de sources alimentaires extérieures pèse encore davantage sur leurs ressources financières limitées, en particulier dans le contexte de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'inflation. Dans l'ensemble,

12 Cette citation faisait référence à une question sur l'impact du changement climatique sur leurs revenus et leurs sources de revenus alternatives (par exemple, les activités non agricoles telles que l'exploitation minière).

cette situation a conduit de nombreux ménages à réduire la quantité, la fréquence et la diversité de leurs repas. Beaucoup d'entre eux ont déclaré avoir réduit la taille de leurs repas et être passés de trois repas par jour à un ou deux, en ne consommant qu'une variété limitée d'aliments et en donnant la priorité aux personnes âgées et aux enfants.

L'extrait suivant d'un FGD à Dounet, Mamoua, met en évidence les choix difficiles que les femmes doivent faire lorsque l'inflation et la baisse des revenus, qui résultent de la diminution des rendements agricoles, ont un impact sur leur vie quotidienne. Par exemple, les femmes ont indiqué qu'elles achetaient des aliments de moindre qualité et qu'elles donnaient la priorité donnée aux repas de leurs enfants plutôt qu'aux leurs.

> *R2 : Avant, j'allais au marché avec quinze mille francs et j'achetais beaucoup de condiments, du poisson, du bon poisson, parfois de la viande, un demi-kilogramme ou un kilogramme, j'achetais du riz local parce que j'aime le riz local, mais aujourd'hui ce n'est pas tous les jours qu'on mange du poisson, et même quand j'achète du poisson c'est du poisson bon marché que j'achète. J'ai même oublié la viande, soixante mille soixante-dix mille francs le kilogramme.*

> *R6 : C'est ce que je suis venu dire tout à l'heure, c'est les enfants qui sont la priorité, nous les mamans ne mangeons que quand les enfants les ont eus. Le jour où le riz ne suffit pas à tout le monde, je le laisse aux enfants, parfois je ne mange que le fond de la marmite. (FGD5, Femmes vivant avec des dépendants et sans hommes, Mamoua)*

Lors de catastrophes naturelles et de chocs externes, les contraintes auxquelles les femmes sont confrontées pour adopter des stratégies d'adaptation les conduisent souvent à recourir à des mesures ayant des conséquences néfastes pour elles-mêmes et leur famille, telles que sauter des repas et réduire leur consommation alimentaire. Le fait de devoir faire face à l'insécurité financière et alimentaire liée au changement climatique peut augmenter le risque que les femmes sautent des repas (Erman et al. 2021 ; Shoji 2010). Les entretiens révèlent que même lorsque les récoltes sont abondantes, les hommes contribuent généralement aux dépenses du ménage, laissant les femmes seules responsables de la sécurité alimentaire. En période d'insécurité alimentaire, certaines femmes ont déclaré avoir recours à des mécanismes d'adaptation aux conséquences néfastes, tels que la réduction de l'apport alimentaire et la non-diversification du régime alimentaire. La plupart des personnes interrogées ont déclaré qu'elles donnaient la priorité aux besoins nutritionnels de leurs enfants plutôt qu'aux leurs. Comme indiqué précédemment, les agricultrices produisent principalement des aliments pour la consommation familiale, et lorsque les récoltes sont mauvaises, les femmes doivent trouver d'autres sources pour répondre aux besoins nutritionnels de leur famille, comme le maraîchage, l'emprunt de nourriture à des voisins, l'achat de nourriture à crédit ou la recherche de nourriture dans les zones voisines. L'une des personnes interrogées a décrit avec une grande émotion la pression énorme qui pèse sur les femmes et révèle également le manque de soutien de la part des hommes pour assurer l'alimentation de leur famille.

> *Le matin l'enfant dit à sa mère qu'il a faim, il ne va pas dire à son père, et s'il dit à son père il va lui dire comment la mère fait pour avoir la nourriture ! Même si elle fait l'adultère pour amener la nourriture pour ses enfants et préparer pour qu'il mange. Elle vole pour que les enfants gagnent à manger. Les hommes ne cherchent pas à savoir comment tu as fait pour avoir la nourriture, sauf Dieu, ils ne cherchent jamais à connaitre ça. (FGD 16, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kouroussa)*

Les personnes interrogées ont également souligné la disponibilité limitée des variétés locales, les obligeant à se tourner vers des variétés importées en raison de la dégradation de leur sécurité alimentaire. Certaines personnes interrogées ont souligné que la diminution de la production des cultures locales, telles que le riz, a rendu ces variétés inabordables, les obligeant à acheter du riz importé, ce qu'elles préfèrent éviter. Une personne interrogée de Gnossomoridou, Beyla, décrit l'ensemble des problèmes signalés par les petits exploitants en matière de consommation alimentaire :

> *La différence est qu'avant, on récoltait du manioc, des ignames, des patates et d'autres aliments, mais aujourd'hui, nous n'avons plus, sauf du riz ; voici la différence parce qu'hier, on avait toutes sortes de nourriture, mais actuellement on achète. Avant, au temps de nos parents, on les avait abondamment. Mais aujourd'hui c'est le contraire. (FGD 20, Femmes vivant avec des hommes et des personnes dépendantes, Beyla)*

D'autres personnes interrogées (de Dounet, Mamoua) décrivent la réduction de leur consommation alimentaire en réponse à l'inflation :

> *R1 : Ce n'est pas facile d'avoir ces aliments, si tu as les moyens, tu peux avoir, mais si tu n'en as pas, tu ne peux pas. Ce n'est pas facile. Si avant on préparait cinq pots de riz, tu achètes un sac de riz à 380 000, il faudra diminuer le riz. Si tu n'as personne pour te donner, ce que tu achètes, si tu prépares tout une bonne fois, comment allez-vous faire le lendemain ? Il faut donc préparer moins, le reste vous réchauffer le lendemain matin pour le petit déjeuner.*

> *R3 : Quand j'ai acheté un sac de riz, je vous le jure que c'est fini d'ici la fin du mois. Nous préparons deux kilos de riz, le soir je me contente de boire de l'eau et les enfants mangent. C'est comme ça que nous faisons. (FGD 2, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans hommes, Mamoua)*

La pénurie d'eau, aggravée par la variabilité du climat, est un défi majeur pour de nombreuses personnes interrogées. En agriculture, la saison des pluies peut apporter une quantité excessive d'eau, tandis que la saison sèche entraîne une pénurie d'eau pour l'agriculture et les usages quotidiens. Pendant les mois secs, l'accès à l'eau potable et à l'eau pour les autres usages quotidiens est devenu de plus en plus difficile.

La collecte de l'eau étant une tâche généralement assumée par les femmes, l'augmentation du temps qu'elles y consacrent pendant les mois de sécheresse prolongée les affecte de manière disproportionnée. De nombreuses femmes ont indiqué qu'elles devaient attendre de longues heures devant les pompes des puits pour recueillir de l'eau dans des jerricans qu'elles doivent ensuite transporter jusqu'à leur domicile. Certaines ont également indiqué qu'elles devaient acheter de l'eau, ce qui représente une charge financière supplémentaire. La collecte de l'eau persiste non seulement en raison des facteurs climatiques, mais aussi parce que l'insuffisance des services de base exacerbe les problèmes d'accès à l'eau, en particulier dans les zones rurales. De nombreuses communautés sont confrontées à des infrastructures peu fiables, notamment des forages défectueux et des réseaux de distribution d'eau insuffisants, ce qui limite encore l'accès à cette ressource essentielle. Cet extrait d'un FGB avec des femmes vivant avec des personnes à charge et sans hommes à Dounet, Mamoua, illustre la longue attente pour obtenir de l'eau aux pompes et le coût de l'achat de l'eau :

> *Je suis à Yangoya ici, on n'a pas de forage à part celui qui a été creusé chez M. la vendeuse d''attiéké. Nous partons à 08h ou 07h les matins à la pompe au marché, nous restons jusqu'à 13h avant d'avoir de l'eau. Arrivé on se met à la cuisine, le linge, la lessive, c'est ce qu'on fait jusqu'au soir. Tout cela c'est par manque d'eau. Parfois nous payons les bidons pour puiser, un bidon à 2 500 ou cinq bidons à 10 000, c'est comme ça qu'on fait. (FGD 2, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans hommes, Mamoua)*

Le changement climatique exacerbe les problèmes de santé en réduisant les revenus liés aux mauvaises récoltes, ce qui limite la capacité des personnes interrogées à se payer des soins de santé, tout en contribuant à l'émergence de nouvelles maladies et à l'aggravation des problèmes de santé liés à la chaleur. La réduction des revenus due aux mauvaises récoltes ou à la baisse des rendements a diminué la capacité de nombreuses personnes interrogées à couvrir les dépenses liées à la santé. Le coût des médecins et des médicaments est tout simplement au-dessus de leurs moyens et toute urgence sanitaire ou intervention chirurgicale constitue un choc important pour les finances du ménage.

Les entretiens révèlent également que les femmes sont souvent les seules à assumer les dépenses de santé du ménage, en particulier celles liées aux enfants. Cette charge financière supplémentaire exacerbe la pression sur les femmes, qui doivent déjà faire face à l'insécurité alimentaire et à d'autres défis. Comme l'explique une personne interrogée :

> *Ici, c'est nous les femmes qui souffrons. La dépense de la famille, c'est nous. Les cas de maladies des enfants, du mari et de nous femmes, nous nous en occupons. Si tu n'as pas de moyens ici, tu vas mourir. (FGD 24, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans hommes, Kouroussa)*

Certaines personnes interrogées ont également exprimé leur inquiétude quant à l'évolution des conditions météorologiques, qui contribue à l'émergence de nouvelles maladies et à l'aggravation des problèmes de santé liés à la chaleur. Les éruptions cutanées, la déshydratation, les insolations et d'autres problèmes aggravent encore les difficultés qu'ils rencontrent pour préserver leur santé et leur bien-être. Selon une personne interrogée :

> *Le soleil est trop ardent. Beaucoup de nos cultures sont détruits à cause du soleil. Il y a aussi beaucoup de maladies actuellement. Avant, on comptait des malades, mais aujourd'hui même quand tu vois une jeune fille, tu sens qu'elle est malade. (FGD 19, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans hommes, Beyla)*

Enfin, la perte de revenus due à la baisse de la productivité des cultures a un impact significatif sur l'éducation des enfants. Les personnes interrogées ont noté que de nombreuses familles ont eu du mal à payer les frais de scolarité, ce qui a conduit certaines d'entre elles à retirer complètement leurs enfants de l'école. Par conséquent, les enfants abandonnent l'école pour apprendre un métier ou travailler pour subvenir aux besoins de leur famille au lieu de poursuivre leurs études. Malheureusement, il arrive aussi que des enfants soient renvoyés de l'école (en particulier de l'école secondaire) parce qu'ils ne peuvent pas contribuer financièrement, ce qui complique encore les problèmes d'éducation auxquels ces familles sont confrontées. Bien que l'enseignement public soit officiellement gratuit, les coûts associés aux vêtements, aux livres et aux repas quotidiens sont inabordables pour beaucoup. La perte de revenus contribue également au manque de nourriture à la maison, ce qui nuit à la capacité de concentration des enfants à l'école et aggrave les difficultés des familles à assurer l'éducation de leurs enfants.

En plus de subvenir aux besoins du foyer en matière de nourriture, d'eau et de la santé, les femmes sont également obligées de prendre en charge la scolarité de leurs enfants. Malgré leurs difficultés, elles donnent la priorité à l'éducation de leurs enfants. Certaines ont déclaré s'être endettées, avoir envoyé leurs enfants dans les centres respectifs des préfectures, à Conakry ou même en Sierra Leone pour qu'ils aillent à l'école ou vivre avec des proches pour s'assurer qu'ils puissent poursuivre leurs études. D'autres ont eu recours à des arrangements informels, comme la fourniture de produits agricoles aux enseignants. Certains ont également déclaré avoir reçu le soutien d'organisations non gouvernementales pour les aider à accéder à l'éducation, mais les difficultés financières persistantes continuent de poser des problèmes importants. Lors d'un FGD avec des femmes vivant avec des hommes à Dounet, Mamoua illustre les difficultés financières liées à la scolarisation des enfants.

> *Tous mes enfants sont tous à l'école. L'année dernière, nous avons demandé 120 000 à celui qui est en 8ème, j'en avais 50 000 avec moi que j'avais donné en attendant que je cherche le reste, il m'a dit que nous ne prenions pas l'argent en détail. Il est allé voir son père, qui lui a dit qu'il n'avait pas d'argent. Il m'a dit : « Maman, puisque tu n'as pas les moyens de financer mes études, laisse-moi chercher un boulot à faire. » Je lui ai dit que mon souhait était qu'il fasse des études parce que c'est mieux que de dire qu'on va chercher un emploi. Le lendemain, il est parti avec 50 000, leur professeur a dit que l'argent devait*

être complet. Il était en congé, je n'avais pas les 70 000 restants. Il est allé à Conakry où il a fait un an, quand il est revenu je lui ai demandé quel était son problème scolaire, il m'a dit de le laisser apprendre un métier car on ne gagne pas d'argent pour payer ma scolarité. C'est pourquoi il a abandonné l'école. (FGD 1, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Mamoua)

Beaucoup insistent sur l'éducation des garçons plutôt que sur celle des filles, bien que l'abandon scolaire des garçons soit un phénomène largement répandu. Ceux qui ont déclaré donner la priorité à l'éducation des garçons évoquent généralement le fait que les filles tombent souvent dans un cycle de grossesses précoces, abandonnent l'école et manquent ainsi l'opportunité d'investir dans leur capital humain. Les inquiétudes concernant la grossesse des filles ne sont pas sans fondement, étant donné que l'insécurité financière liée au changement climatique peut accroître les risques de mariage précoce et de mariage d'enfants, et les femmes et les filles sont plus exposées aux violences basées sur le genre après les catastrophes naturelles. Cependant, quelques personnes interrogées ont souligné leur engagement à éduquer leurs filles, malgré les difficultés financières auxquelles elles sont confrontées. Les garçons qui abandonnent l'école le font souvent en raison des pressions financières de la famille et cherchent ensuite à apprendre un métier ou à trouver un emploi. L'une des personnes interrogées explique ainsi la priorité accordée à l'éducation des garçons :

C'est aux garçons nous donnons la priorité parce que les filles ne terminent pas leurs études. Le mariage, les charges du foyer, son choix à faire un métier ne lui permettent pas d'étudier. (FGD 10, Hommes, Beyla)

Il est important de noter qu'en Guinée, les femmes rurales âgées de 15 ans et plus ont des taux d'alphabétisation inférieurs (13,6 %) à ceux de leurs homologues masculins (38,9 %). En outre, dans tous les groupes analysés, les femmes engagées dans l'agriculture ont les taux d'alphabétisation les plus faibles (9,1%), derrière les hommes dans l'agriculture (29,3%), les femmes urbaines (51,9%) et les hommes urbains (76,6%) (INS 2020)). Selon l'Enquête Démographique et de Santé de Guinée 2018, la part des adultes âgés de 15 à 49 ans sans éducation a augmenté de 2012 à 2018, les femmes rurales atteignant un taux alarmant de 83,7%, soit près de deux fois plus que les femmes urbaines (44,2%) (INS et ICF 2018).

D'autre part, le mariage des enfants peut également être une voie recherchée par les filles (et leurs familles) pour s'adapter à une crise économique. En effet, il est prouvé que les chocs de revenus liés au climat peuvent influencer l'âge du mariage car les paiements associés au mariage représentent un moyen d'amortir les pertes économiques, en particulier pour les familles des femmes (Corno et al. 2020). La même étude constate que les sécheresses, qui réduisent les rendements agricoles annuels de 10 à 15 %, peuvent augmenter le risque annuel de mariage des enfants de 3 % en Afrique subsaharienne. Il est évident que le changement climatique, l'instabilité financière et les inégalités sociales existantes façonnent les opportunités et les vulnérabilités auxquelles sont confrontés les adolescents. L'intersection des mariages précoces, des taux d'abandon scolaire et de la migration des jeunes reflète la façon dont les pressions environnementales et économiques accélèrent les décisions qui ont des conséquences à long terme sur plusieurs générations.

Les remarques des personnes interrogées sur l'alimentation, la santé, l'eau et l'éducation soulignent la façon dont la crise climatique aggrave des difficultés financières déjà importantes, limitant encore davantage l'accès aux services essentiels tout en révélant des lacunes dans la fourniture des services de base. Pour certains, le changement climatique n'est pas seulement un défi environnemental, mais une contrainte supplémentaire qui aggrave la pauvreté existante. Collectivement, ces voix mettent en évidence l'interaction entre la perte de revenus liée au climat, l'inflation, les inégalités de ressources et les lacunes institutionnelles, qui renforcent la pauvreté systémique. En outre, les témoignages révèlent les liens complexes entre l'éducation, les préjugés liés au genre et la vulnérabilité économique, où l'accès restreint à l'apprentissage et aux opportunités perpétue les cycles d'inégalité.

3.2 Effets sur la vie sociale et la dynamique des ménages et des communautés

Les entretiens montrent que les difficultés financières, notamment l'augmentation des frais de déplacement, empêchent les femmes de participer pleinement aux événements sociaux, ce qui affaiblit leur réseau de soutien social et les empêche de bénéficier des interactions communautaires essentielles à leur le bien-être émotionnel et social. Dans l'ensemble des zones étudiées, il est courant de donner de l'argent ou de la nourriture pour des événements sociaux et religieux tels que les mariages, les funérailles, les baptêmes et d'autres événements sociaux et religieux. Toutefois, la faiblesse des revenus des familles de ces communautés, due aux mauvaises récoltes, limite considérablement leur capacité à faire ces dons. L'augmentation du prix des carburants et le mauvais état des routes ont également rendu les déplacements vers les événements sociaux de plus en plus inabordables.

L'incapacité à contribuer financièrement pousse souvent les membres de la communauté, en particulier les femmes, à se retirer complètement des événements sociaux, en raison de la stigmatisation sociale perçue. Cela peut entraîner des changements dans la dynamique communautaire et la cohésion sociale en réduisant les interactions, en affaiblissant les relations sociales, en augmentant l'isolement et en diminuant la confiance mutuelle. Si certaines personnes interrogées ont déclaré que, malgré leurs contraintes financières, elles s'efforçaient de saluer des parents ou des voisins, d'offrir ce qu'elles pouvaient et de soutenir ceux qui étaient dans le besoin, la majorité d'entre elles ont exprimé un sentiment de honte à l'idée d'assister à un événement sans pouvoir contribuer. La réduction de la participation à des événements sociaux ou à des activités communautaires affaiblit leurs réseaux de soutien social, qui sont essentiels pour l'assistance émotionnelle et l'entraide pratique. Cette érosion des liens sociaux compromet

leur résilience face aux défis économiques, ce qui rend plus difficile leur rétablissement après une crise et le maintien de la stabilité de leur famille.

Les citations suivantes, tirées des FGD à Kindia et à Beyla, mettent en lumière différentes expériences liées à la participation aux événements sociaux. Bien que la plupart des personnes interrogées aient du mal à payer leurs contributions, les données des entretiens révèlent également des stratégies d'adaptation locales, telles que l'intervention de membres de groupes sociaux ou de groupes d'épargne pour aider un membre dans le besoin ou l'aide des voisins avec les ressources limitées, qui permettent d'atténuer l'impact de la baisse des revenus sur la cohésion sociale.

> *Par le passé, lorsque quelqu'un avait une cérémonie, quelle que soit la distance on se déplaçait pour aller assister. Mais, de nos jours même ton propre frère peut avoir un cas social sans que tu ne puisses assister du fait de la pauvreté dû à l'impact des changements climatiques. Auparavant, il y avait les moyens, on ne pouvait pas voir un parent ou un voisin dans un besoin et l'abandonner. Mais, aujourd'hui même avec ton propre frère, si tu n'as pas les moyens, tu ne peux pas l'assister. Même ton voisin, quand il a un cas social tel que le mariage, le baptême, le sacrifice ou la maladie, si tu n'as rien à lui donner comme contribution, c'est la honte. (FGD 6, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kindia)*

> *Une fois, le baptême de mon enfant n'a pas eu lieu parce qu'on avait rien. Vous ne pouvez pas réunir les gens sans leur donner quelque chose à manger. Les imams qui viennent, il faut trouver quelque chose pour leur donner. Le cas ne m'est pas particulier seulement, beaucoup de familles ici en ont été victimes cette année. (FGD 22, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Beyla)*

Comme effet secondaire de la réduction des revenus due aux mauvaises récoltes et aux rendements plus faibles, une montée des tensions est observable au sein des communautés. Les personnes interrogées ont signalé une augmentation des tensions et même des conflits sur des questions telles que i) la pénurie d'eau, ii) le pâturage du bétail qui endommage la préparation des terres et les récoltes restantes, et iii) les disparités de productivité des cultures entre voisins, ou entre locataires et propriétaires fonciers.

La pénurie d'eau apparaît comme l'une des principales raisons à l'origine des conflits au sein des communautés. De nombreuses personnes interrogées ont indiqué qu'elles devaient marcher jusqu'aux pompes de forage ou aux canalisations et attendre pendant de longues heures leur tour pour collecter de l'eau. Dans certains cas, l'attente aux puits a déclenché des tensions sociales au sein des communautés, en particulier parmi les femmes, au sujet de la distribution équitable des ressources en eau. Quelques personnes interrogées ont même signalé que les puits s'assèchent après seulement quelques utilisations. Les deux extraits ci-dessous, l'un provenant d'un FGD avec des hommes de Dounet, Mamoua et l'autre d'un IDI avec une femme de Gnossomoridou, Beyla, mettent en évidence les problèmes liés à l'eau et les conflits sociaux qui en découlent :

> *Il y a même eu des bagarres pour avoir l'eau. Dans les jardins potagers situés au bord des marigots les gens se bagarrent pour puiser de l'eau et arroser leurs jardins. Les uns disent que ce sont eux qui ont creusé à coté pour pouvoir utiliser l'eau étant donné que le lit des marigots a tari. Les autres disent que cette eau appartient à tout le monde, même ceux qui n'ont pas creusé ces puits. Alors ce sont des discussions et bagarres régulières pour trouver de l'eau et arroser son potager. Pour ceux qui ont de gros moyens et qui ont des pompes chez eux, là aussi tout le quartier vient chercher de l'eau pour le ménage. Là aussi, ce sont des discussions et bagarres ; vous pouvez voir une trentaine de personnes venues en même temps puiser de l'eau avec des bidons et sceaux tellement le problème d'eau est devenu difficile. N'eut été les vendeurs d'eau dans les sachets plastiques, on allait mourir de soif. Mais là aussi, ce n'est pas tout le monde qui a les moyens de s'acheter cette eau. (FGD 21, Hommes, Mamoua)*

> *Oui des fois [il y a des conflits]. Parce que nous faisons la queue devant les pompes pour avoir de l'eau. Et tout le monde veut puiser en premier. Cela n'est-il pas un problème entre nous ? Bien évidemment il y aura des mésententes. (IDI 13, Femme, Beyla)*

Le surpâturage du bétail est une autre cause de conflit au sein de la communauté. Les périodes de sécheresse prolongées ont provoqué des pénuries d'eau pour le bétail, entraînant une augmentation du pâturage du bétail domestique et du bétail élevé par les éleveurs. Cela réduit non seulement les rendements agricoles, mais crée également des tensions au sein de la communauté, ce qui conduit souvent à des conflits. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué qu'elles soulevaient fréquemment ce problème auprès des autorités locales, les appelant à réglementer le pâturage du bétail afin d'empêcher la destruction des cultures. Les problèmes non résolus entre les membres de la communauté et les éleveurs créent encore plus de tensions dans les villages. Une personne interrogée d'un FGD avec des hommes vivant avec des femmes et des personnes à charge décrit la question du surpâturage qui crée des tensions au sein de la communauté :

> *Par exemple, j'élève aussi pour parfois soutenir le panier de la ménagère, mais à ce niveau il y a aussi une perte d'animaux due aux maladies animales. Cette année, j'ai perdu 12 têtes de moutons et de chèvres … Toutes les difficultés que j'ai dites sont dues à l'abandon des bœufs par les éleveurs. Les autorités doivent vraiment nous aider dans cette situation. Qu'on vous le dise ou non, la coupe abusive du bois pour fabriquer des fours à charbon de bois est due à cette problématique entre éleveurs et agriculteurs. Nous travaillons tard et ce que nous faisons est aussi ravagé par les bœufs. (FGD 4, Hommes, Kindia)*

Les anciens et les chefs de village sont de moins en moins capables de résoudre efficacement les conflits, notamment ceux liés au surpâturage du bétail. Les conflits communautaires, en particulier ceux liés au surpâturage du bétail, étaient traditionnellement résolus par les anciens ou les chefs de village. Cependant,

les témoignages suggèrent que même ces figures d'autorité ont aujourd'hui du mal à résoudre ces problèmes de manière efficace. La citation suivante, tirée d'un FGD à Madina-Oula, Kindia, met en évidence le rôle du chef de village dans la résolution des conflits communautaires :

> *Auparavant les anciens du village défendaient les personnes vulnérables, par exemple le cas des éleveurs et des agriculteurs, si les éleveurs ont fauté contre les agriculteurs et que tu vennais voir les anciens, ils partaient directement voir la personne concernée et ils lui disent : il y a une plainte contre toi. Mais présentement quand tu te plains ils ne t'écoutent même pas et tu restes dans l'amertume. (FGD 6, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kindia)*

Les conflits communautaires découlent également des disparités dans la productivité des cultures, notamment entre voisins ou entre locataires et propriétaires fonciers. Ces tensions sont alimentées par l'inégalité d'accès aux ressources et par l'impact du changement climatique sur les rendements agricoles. Lorsque certains ménages obtiennent de meilleures récoltes alors que d'autres sont confrontés à de mauvaises récoltes, un sentiment de ressentiment peut se développer. De même, les conflits entre locataires et propriétaires fonciers s'intensifient lorsque les locataires obtiennent de meilleurs rendements, mais que les propriétaires fonciers exigent une plus grande part des produits ou la restitution des terres. En période de difficultés économiques, lorsque les familles luttent pour satisfaire leurs besoins essentiels, ces disparités dans la productivité des cultures deviennent non seulement un fardeau économique, mais aussi une source de frictions sociales importantes. Un participant de Gnossomoridou, Beyla, décrit les frictions sociales dues aux différences de rendement des récoltes entre voisins locataires et propriétaires fonciers :

> *Cela cause des problèmes entre les cultivateurs, tu comprends. Parce que là où toi tu as cultivé ça n'a pas réussi, mais chez ton voisin ça a réussi, alors que la terre ne lui appartient pas, mais à toi. Dans ce cas, tu diras à la personne de te rendre ta terre que tu lui avais prêtée afin que tu fasses ta plantation. Si cela ne convient pas à l'intéressé, ça peut provoquer des problèmes entre vous, et tu sais que tu as une famille, tu comprends. (FGD 20, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Beyla)*

Il y a lieu de penser que la pénurie de ressources, en particulier de nourriture, perturbe la dynamique familiale, exacerbe les tensions au sein des ménages et accroît potentiellement les violences basées sur le genre. Les femmes et les filles courent un risque accru de violences basées sur le genre après une catastrophe naturelle ou en période de détresse économique. De nombreuses recherches soulignent que les femmes subissent une charge accrue de travail domestique et des risques accrus de violences basées sur le genre après les catastrophes naturelles (Desai et Mandal 2021 ; Erman et al. 2019 ; Khanna et Kochhar 2020 ; Rodrigues 2022). En plus de menacer directement leur vie, les catastrophes exposent les femmes à d'autres risques, qui sont particulièrement graves dans les contextes de déplacement. Par exemple, les femmes déplacées vivant dans des centres d'évacuation surpeuplés et des campements informels sont exposées à des risques de violence sexiste et sexuelle, d'exploitation et de traite, tout en ayant un accès limité aux mécanismes de protection formels (CARE 2020).

Les entretiens menés en Guinée soulignent que la nourriture devient plus rare et plus coûteuse, les familles sont contraintes de réduire la quantité et la variété des repas, ce qui engendre insatisfaction et frustration. Les personnes interrogées ont indiqué que les enfants étaient moins coopératifs dans ces circonstances, certains parents attribuant leur comportement difficile à la faim et au stress de l'insécurité alimentaire. Les adolescents, en particulier, sont moins enclins à suivre les conseils de leurs parents lorsque leur besoin fondamental d'une alimentation adéquate n'était pas satisfait. Les mères ou d'autres femmes adultes du ménage sont souvent chargées d'apaiser ou de résoudre ces tensions au sein du ménage :

> *Cela se fait quand tu es avec ta famille et qu'il y ait manque de nourriture. Je vous jure, même si c'est votre propre enfant, il ne pourra pas vous comprendre. Ce que tu lui dis de faire, il ne le fera pas. Nous, nous sommes des cultivateurs. Si tes cultures ne réussissent pas et que toi aussi tu es malade, il n'y pas de nourriture …. cela conduit les enfants à désobéir. Avant de dire à ton enfant d'aller à l'école ou aller au champ, il faut qu'il mange, s'il refuse, tu seras attristé, et l'enfant a tout à fait a raison. S'il a faim il ne peut pas obéir. (FGD 19, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans homme, Beyla)*

Lorsque les récoltes sont mauvaises et que les revenus deviennent insuffisants, le stress financier qui en découle met à rude épreuve les relations conjugales. La charge combinée de subvenir aux besoins de la famille et de gérer l'impact émotionnel des pénuries de ressources conduit souvent à des conflits entre les époux, car les deux partenaires s'efforcent de remplir leur rôle dans des conditions de plus en plus difficiles. Lors d'un entretien, un homme a admis avoir frappé sa femme lorsqu'elle lui demandait sa part de l'argent du ménage. D'autres personnes interrogées ont indiqué que de telles tensions conduisaient parfois à des ruptures conjugales. Les deux citations ci-dessous illustrent les perspectives des femmes et des hommes et mettent en évidence le stress financier à l'origine de tensions dans les relations conjugales :

> *Oui cela arrive, s'il n'y a de bonnes récoltes, la façon dont l'homme aimerait donner la dépense, il n'arrive plus à le faire et la manière dont la femme aussi voudrait que sa dépense soit si ça ne se fait pas ainsi et que l'homme ne sera pas de bonne humeur ; la femme aussi, ils vont se disputer. Des fois même il peut avoir des disputes pour le payement de la scolarité des enfants. C'est ce que cela provoque. (FGD 20, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Beyla)*

> *R2 : Eh, actuellement il y a mêmes des couples qui sont en séparation car chacun est fâché contre l'autre. Lorsqu'il n'y a rien dans le couple chacun aura le visage crispé due*

au stress et on dira qu'il est méchant ; mais ce n'est pas la méchanceté c'est la pauvreté.

R1 : Moi je me suis séparé avec mon épouse à cause de la pauvreté, je n'avais rien et c'est à cause de ca qu'elle m'a quitté. (FGD 21, Hommes, Mamoua)

3.3 Pas sur un pied d'égalité : Les inégalités en matière de propriété foncière renforcent les effets négatifs sur les femmes

Les effets du changement climatique, en particulier la baisse des rendements agricoles et des revenus, sont ressentis par les hommes et les femmes en tant qu'utilisateurs et producteurs de terres, mais ils se manifestent différemment pour chacun d'entre eux. Plus précisement, les femmes subissent un fardeau disproportionné du changement climatique en raison de plusieurs facteurs croisés liés à l'accès à la terre et à la propriété foncière, à la situation matrimoniale et aux responsabilités du ménage.

La vulnérabilité des femmes au changement climatique est encore aggravée par leur engagement disproportionné dans le travail rural et agricole. Les femmes guinéennes sont surreprésentées dans les secteurs vulnérables au climat tels que l'agriculture (54,6%) et l'élevage/pêche (58,2% de la main d'œuvre) (De Paz Nieves et al. 2023 ; INS 2020). En effet, environ 62% des emplois féminins correspondent au secteur agricole. Cette forte participation au travail rural expose les femmes à un risque plus élevé de subir les conséquences du changement climatique (UN Women 2020 ; WWF 2019 ; Deininger et al. 2023), qui peut également avoir un impact disproportionné sur leurs revenus (Jägermeyr et al. 2021 ; Lam et al, 2020). Entre 2012 et 2018, la part des femmes travaillant dans l'élevage/la pêche a augmenté de 23,6 points de pourcentage (De Paz Nieves et al. 2023 ; INS 2020).

Malgré les dispositions légales accordant des droits fonciers égaux aux hommes et aux femmes, les normes et pratiques traditionnelles qui donnent la priorité à l'héritage masculin limitent considérablement la capacité des femmes à contrôler la terre. Comme indiqué ci-dessus, les femmes guinéennes jouent un rôle clé dans l'agriculture, mais leur accès à la terre et aux autres intrants productifs reste limité, et elles ne contrôlent qu'une très petite partie des ressources. L'EHCVM de 2018 a révélé que les hommes possèdent 73% des parcelles en Guinée, ainsi que 84,5% du total des hectares. Les femmes ne possèdent que 22% des parcelles accompagnées de documents juridiques (De Paz Nieves et al. 2023 ; INS 2020). Cependant, il est important de noter que ces données peuvent ne pas refléter toute la réalité de la Guinée car l'enquête n'a pas couvert toutes les parcelles exploitées et détenues par les ménages. Les femmes obtiennent des droits d'usage sur les terres agricoles par l'intermédiaire de leurs maris et de leurs fils, et elles dépendent généralement de ces relations pour maintenir leurs droits d'accès à la terre (Clapp 1993 ; Fischer 1995 ; Djurfeldt 2020). Par conséquent, les femmes doivent souvent compter sur les terres de leur mari ou louer des parcelles à d'autres personnes ; elles se trouvent ainsi dans une situation précaire, en dépendant sur des actifs contrôlés par les hommes pour leurs moyens de subsistance.

La structure genrée de la propriété foncière est encore complexifiée par les dynamiques liées à la polygamie et au veuvage, qui affecte considérablement le rôle des femmes en tant que (co) propriétaires fonciers. De nombreuses familles, en particulier dans les zones rurales, fonctionnent dans le cadre de grandes structures polygames, où les femmes partagent souvent la terre avec leurs coépouses. La terre peut être partagée avec leur mari, louée ou héritée du mari décédé. Dans ces contextes, les droits fonciers des femmes sont informels et précaires, ce qui les expose au risque de perdre l'accès à la terre à tout moment. L'organisation collective de la propriété foncière dans ces ménages oblige souvent les femmes à subvenir aux besoins de familles nombreuses et à partager une partie de leur récolte avec le propriétaire foncier, ce qui réduit leurs revenus et les rend dépendantes des biens contrôlés par les hommes. En outre, les femmes qui n'ont pas de propriété foncière formelle ne peuvent pas utiliser la terre comme garantie d'investissement, ce qui limite encore leurs possibilités économiques. Le veuvage, avec ou sans coépouses, exacerbe ces difficultés, car les femmes perdent le travail de leur partenaire masculin et sont obligées de subvenir aux besoins d'une famille plus nombreuse avec des ressources limitées.

Lorsqu'elles ont accès à la terre, les femmes se voient souvent attribuer des parcelles de moindre qualité, généralement moins fertile ou nécessitant un approvisionnement en eau important, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. Ces parcelles sont plus sensibles aux sécheresses et autres pertubations environnementales, ce qui limite la capacité des femmes à produire des récoltes suffisantes. L'utilisation des terres par les femmes est souvent limitée à des zones plus petites, situées en contrebas et nécessitant une irrigation continue, comme les jardins potagers. Ces zones, bien qu'essentielles pour renforcer la sécurité alimentaire des ménages, nécessitent plus d'eau et un travail intensif, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux effets de la pénurie d'eau et de la variabilité du climat. Ces espaces agricoles servent également de mécanisme d'adaptation pour les femmes afin d'atténuer l'insécurité alimentaire, mais leur productivité est limitée par l'accès restreint aux intrants agricoles essentiels tels que les outils, les engrais et les systèmes d'irrigation. L'EHCVM 2018 et l'Evaluation sur le Genre en Guinée ont indiqué que seulement 6,3% des femmes propriétaires foncières utilisent des engrais sur leurs terres, soit la moitié du pourcentage enregistrée chez les hommes propriétaires fonciers (12,9%) (De Paz Nieves et al. 2023 ; INS 2020).

Les participants aux discussions du FGD de Balato, Kouroussa résument les pratiques de propriété foncière :

R2 : Les terres que les femmes obtiennent ce sont les bas-fonds pour la culture maraichère. Si non les terres cultivables sont aux hommes. Les bas-fonds quand-même c'est pour les femmes mais les hommes sont les propriétaires terriens.

R4 : Les bas-fonds appartiennent aux femmes mais les terres cultivables sont aux hommes. (FGD 18, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kouroussa)

Deux personnes interrogées, l'une d'un FGD à Gnossomoridou, Beyla, et l'autre d'un IDI à Dounet, Mamoua, décrivent comment les femmes sont limitées par la terre et les intrants agricoles :

Quand on cultive le haricot dans les bas-fonds, on n'a pas les moyens de l'arroser, il va rester comme cela et se détruire. (FGD 20, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Beyla)

L'agriculture ne produit plus comme avant parce qu'on n'a pas les moyens de travailler avec les machines, les tracteurs, les engrais ou bien pour acheter des motopompes pour arroser les potagers. (IDI 7, Femme, Mamoua)

Résumé : Le changement climatique affecte les populations rurales guinéennes sur les Guinéens en réduisant les rendements agricoles et en entraînant des pertes de revenus, ce qui exacerbe l'insécurité alimentaire et entrave l'accès aux ressources essentielles telles que l'eau, les soins de santé et l'éducation. La concurrence pour des ressources rares crée à son tour des tensions et des conflits au sein des communautés, que les mécanismes traditionnels de résolution des conflits semblent incapables de résoudre. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par ces difficultées : elles sont confrontées à une insécurité alimentaire accrue, à la pénurie d'eau, aux mariages d'enfants, aux grossesses précoces, à la priorité donnée à l'éducation des garçons et aux violences basées sur le genre, y compris les violences conjugales. L'accès réduit à la terre, les pratiques d'héritage discriminatoires selon le genre et les structures familiales qui limitent l'action des femmes dans la gestion des terres exacerbent encore leur vulnérabilité au changement climatique. Ces facteurs aggravent les inégalités existantes et entravent la capacité des femmes à s'adapter aux défis environnementaux.

4. NAVIGUER ENTRE VULNÉRABILITÉ ET RÉSILIENCE : STRATÉGIES D'ADAPTATION ET INGÉNIOSITÉ DES FEMMES FACE AUX CHOCS CLIMATIQUES

« C'est parce que nous les femmes ce que nous pouvons traverser entre nous pour avoir quelque chose, les hommes ne peuvent pas le faire. » *(FGD 20, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Beyla)*

Cette section examine la manière dont les femmes font face à la dualité de la vulnérabilité et de la résilience face aux défis induits par le changement climatique. Elle met en évidence les stratégies d'adaptation spécifiques que les femmes adoptent pour surmonter ces épreuves et souligne leur rôle essentiel dans la gestion des besoins du ménage. En outre, la section examine les perspectives des personnes interrogées concernant les ressources et le soutien nécessaires pour améliorer leur capacité d'adaptation et leur résilience face aux impacts multiples du changement climatique.

Les entretiens révèlent que si les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les effets locaux du changement climatique sur les moyens de subsistance, elles sont aussi les principaux moteurs de leur survie et de celle de leur famille. Un changement notable dans la dynamique d'adaptation est que les femmes assument des tâches traditionnellement réservées aux hommes, tandis que ces derniers ont tendance à se retirer. Les femmes prennent en charge les champs malgré le faible rendement ou la destruction des récoltes, se tournent vers des activités non agricoles pour subvenir aux besoins de leur famille et expérimentent différentes méthodes de culture pour faire face aux chocs liés au climat. Bien que les hommes et les femmes puissent utiliser des stratégies pour faire face à la situation, les femmes semblent s'engager dans ces stratégies de manière plus intensive que les hommes. Au sein des ménages, les femmes continuent de jouer les rôles féminins traditionnels et assument également des rôles masculins pour faire face à la crise. Même avec des ressources limitées, les femmes font preuve d'une résilience et d'une ingéniosité remarquables, naviguant entre les défis du changement climatique, de la pauvreté et de l'inégalité de genre pour préserver le bien-être de leur famille. Des données provenant d'Afrique subsaharienne confirment également que les normes de genre font des femmes les principales pourvoyeuses de soins et les principaux amortisseurs en cas de crise climatique (Delavallade et. al 2025). Un thème commun à tous les entretiens est la croyance en une plus grande résilience des femmes face à l'adversité, accompagnée d'un fort sentiment de solidarité entre les femmes.

Une personne interrogée lors d'un FGD à Gnossomoridou, Beyla, décrit comment les femmes s'en sortent différemment des hommes, notamment en utilisant leurs réseaux :

> *C'est parce que nous les femmes ce que nous pouvons traverser entre nous pour avoir quelque chose, les hommes ne peuvent pas le faire. Par exemple, si ça trouve que j'ai*

une amie qui se débrouille et que mon mari ne me donne pas, je peux lui demander de me prêter 2 kilos de riz. (FGD 20, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Beyla)

Les femmes qui n'ont pas de partenaire masculin sont les seules à devoir subvenir aux besoins de leur famille. Que ce soit en raison de la perte d'un mari ou d'une séparation, ces femmes sont confrontées à des difficultés considérables mais persévèrent pour subvenir aux besoins de leur famille. Elles sont privées d'un travail agricole essentiel et d'une source de revenus supplémentaire, et leur capacité d'adaptation aux chocs climatiques est réduite. Ces femmes ont souvent la responsabilité de soutenir des familles nombreuses, généralement de huit membres ou plus, qui peuvent inclure non seulement leurs propres enfants mais aussi ceux de leurs coépouses, de leurs sœurs ou de leurs filles. Dans les ménages où le mari était impliqué dans l'agriculture, il aurait contribué à des tâches telles que le défrichage des champs, la construction de clôtures et la gestion d'autres activités agricoles ou connexes. Il apparaît également que les ménages pauvres et dirigés par des femmes dans les zones rurales d'Afrique sont confrontés à des risques accrus en matière de moyens de subsistance en raison des aléas climatiques. Alors que seulement 10% des ménages guinéens sont dirigés par des femmes, avec ou sans enfants, 77,8% de ces ménages connaissent la pauvreté (INS 2020), ce qui les rend encore plus vulnérables en cas de catastrophe ou de choc climatique. De même, les ménages agricoles dirigés par des femmes ont une productivité inférieure de 8 points de pourcentage par rapport à celle des ménages dirigés par des hommes (World Bank 2019).

Une agricultrice de Dounet, Mamoua, qui a 10 enfants et pratique une agriculture de subsistance, explique sa situation :

Quand mon mari est décédé, j'ai été épousée par un homme à Mamou, quand un homme avec qui tu n'as pas eu tes enfants t'épouse, tu dois te battre. Si tu n'es pas épousée, on dit que tu fais du banditisme. Si aussi on t'épouse, tout repose sur toi. La vie est devenue difficile de nos jours. Si tu gagnes des enfants, ils dépendent de toi, si ta fille se marie c'est toi, si ton garçon se mari c'est encore toi, tout dépend de toi, la mère de famille. Ma fille avait été mariée cette année, tout reposait sur moi. C'est dont nous les femmes qui sommes affectées. (FGD 2, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans homme, Mamoua)

Un informateur clé de Madina-Oula, Kindia, fournit une observation personnelle générale sur les charges qui pèsent sur les femmes :

Avant, dans notre localité, c'étaient les hommes qui travaillaient dur. Défricher les champs, labourer et faire bien d'autres choses. Mais aujourd'hui, les hommes ont complètement fui leurs responsabilités. Ces femmes qui défrichent la terre, qui labourent, récoltent. Ils font tout de telle sorte qu'on peut même dire qu'ils sont devenus des hommes. Les hommes sont actuellement dans les cafés et parlent de tout et de rien. Pendant ce temps, les femmes travaillent dur. Vous savez les hommes, si les choses ne vont pas bien, ils se replient pour se réfugier ailleurs. Ce sont eux qui immigrent dans les centres-villes. Cependant, les femmes restent dans le village pour s'occuper de leurs enfants. Ils ne peuvent pas les quitter. Elle doit donc faire des ménages pour subvenir aux besoins des enfants. (KII 4, Homme, Kindia)

Mais même si les femmes ont un partenaire, elles restent souvent les seules responsables de la gestion de la crise, puisque ces partenaires semblent physiquement et émotionnellement absents. Les entretiens révèlent que même les femmes qui vivent avec leur mari supportent souvent tout le poids des responsabilités ménagères. En temps de crise, de nombreux maris s'abstiennent non seulement de participer aux tâches ménagères, mais certains négligent également leurs obligations financières, en particulier lorsque les récoltes sont mauvaises. Un extrait d'un FGD mené auprès de femmes vivant avec des hommes à Madina Oula, Kindia, décrit comment elles assument leurs responsabilités malgré la présence d'un mari.

Ça nous affecte tous mais les femmes sont plus touchées. Pourquoi ? Parce que la charge de la famille repose sur nous. Quand il fait jour, les enfants s'adressent à leur maman parce que c'est elle qui a l'habitude de leur donner à manger, que la nourriture soit disponible ou pas, ils ne connaissent pas cela. En tant que mère de famille nous sommes obligées de nous lever et d'aller chercher de quoi nourrir les enfants (FGD 6, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kindia)

R4 : C'est pour répondre au besoin de nourriture que nous les femmes, embrassons presque toutes les activités. Malgré tout il y a des problèmes. Les hommes n'assument pas leur responsabilité.

R1 : Actuellement les femmes travaillent plus qu'avant. Elles ont un champ de chaque culture. Elles sèment l'arachide, le fonio, le sésame, le piment, l'aubergine. Elles cueillent du néré à revendre, de la mangue. Les femmes n'ont pas de repos. Alors que les hommes peuvent passer des jours voir des semaines sans travailler. (FGD 6, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kindia)

Les femmes qui assument la responsabilité principale de répondre aux besoins de leur ménage en faisant face à une multitude de défis complexes ont un coût important, qui se traduit par une pression considérable sur leur santé mentale. Elles sont obligées de répondre aux multiples besoins urgents du ménage et ces tâches multiples exercent une pression immense sur les ressources, ce qui accroît le stress et la charge mentale.

Alors que les femmes assument de plus en plus le rôle de principal pourvoyeur du ménage, certains hommes reconnaissent qu'ils s'impliquent moins, laissant les femmes gérer seules ces crises. Bien que cette étude n'ait pas exploré en profondeur les perspectives des hommes sur l'évolution des rôles de genre, les entretiens suggèrent que beaucoup d'entre eux luttent pour faire face aux pressions croissantes du changement climatique, de la

pauvreté et des échecs institutionnels. Leur frustration provient en grande partie de leur incapacité à répondre aux attentes des pourvoyeurs traditionnels, d'autant plus que les difficultés économiques causées par les mauvaises récoltes limitent leur capacité à subvenir aux besoins financiers du ménage. L'incapacité à remplir le rôle de pourvoyeur contribue au sentiment de perte de contrôle, ce qui aggrave les tensions au sein des familles. Certains hommes ont également exprimé leur mécontentement face à l'assurance financière des femmes en période d'instabilité financière, interprétant leurs demandes de soutien au ménage comme une remise en cause de l'autorité masculine. L'extrait ci-dessous, tiré d'un FGD exclusivement masculin mené à Mamoua, illustre les pressions et les frustrations subies par les hommes. L'enquêté cité ici avait déjà fait remarquer que *« ce sont les hommes qui sont les plus ennuyés parce que c'est à eux que nous demandons et que nous disons : «donnez, donnez »*.

> *La différence entre l'homme et la femme ? Les femmes demandent toujours à leur mari : aujourd'hui le riz est fini. Tu dis, bon, va prendre du riz en crédit chez tel ; après je vais payer. Je n'ai pas d'habit, je veux que tu m'en achète. Tu lui dis va chez le vendeur de pagne pour prendre un complet et va le coudre ; après je vais payer. Mais, il se trouve que de nos jours, rien que le prix de la couture coute des millions. Comment nous, les hommes, allons faire quand on sait qu'on ne gagne même pas cent mille par mois ? Vraiment, ce changement climatique c'est la catastrophe. (FGD 21, Homme, Mamoua)*

Ce sentiment a été partagé par les autres membres du groupe de discussion, qui se sont sentis dépassés par ce qu'ils percevaient comme des exigences et des pressions constantes de la part des femmes. L'un d'entre eux a également estimé que *« la différence entre les femmes et nous, les hommes, c'est que les femmes souffrent et s'en sortent mieux que nous. Mais nous sommes plus inquiets et plus préoccupés qu'elles ».*

Les Guinéens ruraux affectés économiquement par le changement climatique ont recours à plusieurs stratégies pour compenser financièrement les pertes. Ils peuvent exercer des activités non agricoles ou entrepreneuriales, la migration pour le travail, les mécanismes d'épargne, le bénéfice de la protection sociale ou le soutien familial. Les hommes et les femmes semblent toutefois préférer des stratégies différentes.

Le travail non agricole, en tant qu'activité principale ou complémentaire, est la stratégie d'adaptation la plus couramment utilisée par les femmes. Comme indiqué précédemment, les femmes sont souvent en charge de leur ménage, quel que soit leur statut matrimonial. Cette responsabilité détermine leurs mécanismes d'adaptation, notamment leur participation à des activités non agricoles. Pour de nombreuses femmes, s'engager dans de petites entreprises (telles que la vente de charbon de bois, de brochettes de dinde, de fruits, de légumes, de gravier et d'essence) ou d'accepter des contrats de travail (tels que la lessive, le nettoyage ou l'aide aux tâches agricoles) est essentiel pour subvenir aux besoins de leur famille. En outre, les femmes dépendent fortement du maraîchage comme source de nourriture pour leur ménage, en particulier en période de pénurie. Dans certains cas, les femmes collectent également des aliments sauvages et du bois de chauffage, ou produisent du charbon de bois pour le revendre, ce qui témoigne de leur ingéniosité. Quelques-unes travaillent même dans des mines d'or afin de diversifier leurs possibilités de travail en dehors de l'exploitation agricole.

Les hommes exercent également des activités non agricoles, mais celles-ci sont différentes de celles des femmes. Les hommes s'orientent souvent vers des activités telles que l'exploitation minière ou la conduite, tandis que les femmes s'engagent généralement dans des contrats ou à la vente, comme décrit ci-dessus. Cette distinction reflète les rôles plus larges dévolus aux femmes et les opportunités offertes aux hommes et aux femmes dans ces communautés ; celles-ci influencent la nature et la portée des stratégies d'adaptation mises en oeuvre par les hommes et les femmes. Une personne interrogée d'une IDI de Gnossomoridou, Beyla, détaille les changements dans le type de travail effectué par les hommes et les femmes :

> *Avant c'est les hommes qui faisaient tout parce que la vie n'était pas difficile. Les femmes étaient exemptées de certaines activités exclusivement réservées aux hommes. Mais maintenant, les activités des femmes représentent plus de volume que celles des hommes. Parce que les femmes sont devenues les responsables de familles. Certains de nos maris sont décédés, d'autres se trouvent malade ou en chômage. (IDI 15, Femme, Beyla)*

Les participants d'un FGD Gnossomoridou, Beyla, décrivent le type de travail non agricole vers lequel les femmes ont tendance à se tourner :

> *R4 : Si ça ne réussit pas et que je vois que ma situation est difficile, je fais des contrats en lavant les habits des gens et puiser de l'eau pour pouvoir subvenir aux besoins de mes enfants.*
>
> *R3 : Ces jours, je ne fais pas d'agriculture, parce que ça ne réussit pas. Je fais le ménage chez les particuliers. Je lave les habits et puiser de l'eau pour les gens pour pouvoir nourrir mes enfants.*
>
> *R1 : Quand l'année passe comme ça et qu'on n'arrive pas à s'en sortir, moi je peux aller faire des contrats à Siguiri : laver les habits par exemple. Je peux rester là-bas et financer les études de mes enfants jusqu'à un moment. Quand je reviens, je fais mon commerce.*
>
> *R2 : Si mon champ ne réussit pas, je pars dans les zones minières pour faire le commerce. C'est là-bas, on part faire le commerce pour payer la scolarité des enfants et la nourriture. (FGD 20, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Beyla)*

L'exploitation minière est un type de travail qui attire à la fois les femmes et les hommes à Beyla et à Kouroussa, où l'on trouve des exploitations minières à grande échelle, y compris celles d'entreprises internationales comme Rio Tinto. Les revenus agricoles étant imprévisibles et non durables, de nombreuses

personnes se tournent vers l'exploitation minière comme alternative économique. Les personnes interrogées estiment que leur participation à l'exploitation minière n'est pas simplement un choix, mais une réponse aux pressions exercées par la pauvreté et les mauvaises récoltes. Cependant, malgré la dépendance économique à l'égard de l'exploitation minière, certaines personnes interrogées à Gniosomoridou, Beyla, ont également évoqué leur perception des liens entre les activités minières locales et les problèmes environnementaux tels que les sécheresses et la contamination des sources d'eau avoisinantes. Selon eux, la présence de l'exploitation minière a conduit à la dégradation des sources d'eau et a nui aux moyens de subsistance tels que la pêche.

À la recherche d'un emploi ou d'une éducation, la migration apparaît comme une stratégie prometteuse pour beaucoup, en particulier pour les hommes. Les schémas migratoires mettent en évidence une disparité entre les genres, les femmes migrant moins en raison de leurs responsabilités familiales, tandis que les jeunes hommes et les enfants sont envoyés ailleurs pour travailler ou poursuivre leurs études. Cela souligne les rôles traditionnels que les femmes occupent au sein du foyer et qui les empêchent souvent de chercher des opportunités ailleurs. Les femmes ont fait part de leur incapacité à quitter leur famille, soulignant ainsi la nature enracinée de leur rôle domestique. Si certains enfants qui ont émigré pour suivre des études ou trouver un emploi ont envoyé des fonds, ces contributions ont été sporadiques.

Bien que les groupes d'épargne soient une stratégie d'adaptation courante, les revenus limités des femmes les empêchent d'en profiter pleinement. Les stratégies d'adaptation traditionnelles, telles que la participation à des groupes d'épargne, ont été fréquemment mentionnées lors des entretiens. Les hommes et les femmes empruntent de l'argent auprès de prêteurs formels et informels, ainsi qu'auprès d'amis et de membres de la famille ; cependant, les femmes sont plus susceptibles de participer à des groupes d'épargne, appelés *tontines*. L'étude a d'abord émis l'hypothèse que les groupes d'épargne seraient les plus sollicités, mais les résultats ont révélé des éléments clés. Bien que ces groupes soient considérés par les personnes interrogées comme un mécanisme pour renforcer la résilience et fournir un soutien financier, leurs revenus limités les empêchent souvent de les utiliser pleinement comme un filet de sécurité fiable. De nombreuses femmes ont déclaré avoir du mal à verser des contributions mensuelles régulières, ce qui a créé des tensions et des défis au sein des groupes. Si elles ne passent pas par un groupe d'épargne, les femmes contractent des dettes auprès de prêteurs informels, de groupes d'épargne et de réseaux familiaux et de parenté. La dépendance à l'égard du financement informel est confirmée par des données montrant que seulement 10% des femmes âgées de 15 ans et plus en Guinée ont un compte auprès d'une institution financière formelle (World Bank 2024a). Un extrait d'un FGD à Madina-Oula, Kindia, montre clairement les avantages et les défis liés à la participation à des *tontines*.

> *R5 : Oui nous sommes dans des tontines mais chacun de nous à sa caisse. Pour certaines caisses, les cotisations se font lundi, mardi, mercredi et d'autres jeudi, vendredi, samedi ou dimanche. Nous catissons pour faire face aux enfants. Il arrive des fois que tu aies un problème d'argent, tu vas demander une forte somme et on te remet en contrepartie des garanties de remboursement. C'est dans cela nous nous débrouillons.*
>
> *R2 : J'avais commencé cette tontine mais je n'ai pas pu tenir et je me suis retiré par faute de moyens et parce que je suis une veuve. Je ne peux pas faire la tontine et faire face aux dépenses familiales. Sinon j'avais commencé mais je me suis retiré par faute de moyens. (FGD 11, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans homme, Kindia)*

Pour les femmes, le soutien des groupes sociaux et des réseaux familiaux et de parenté apparaît comme une stratégie d'adaptation cruciale pour gérer les difficultés économiques. En cas d'urgence ou de besoin, les femmes, qu'elles aient ou non un mari, comptent sur le soutien de leurs voisins ou de leur famille élargie. Il peut s'agir d'une aide financière de la part d'un frère ou d'un voisin lorsque l'enfant tombe malade ou lorsque les frais de scolarité sont dus. Elles rendent également l'aide à leurs réseaux familiaux et de parenté si elles en ont les moyens.

Certaines femmes ont parfois reçu un soutien de la part de frères ou d'autres membres de la famille élargie qui avaient migré, mais aucune n'a fait état d'un flux régulier d'envois de fonds de la part de parents ayant migré. La discussion entre les personnes interrogées à Balato, Kouroussa, résume les différents schémas migratoires que les enfants suivent dans leur famille.

> *R2 : Mon premier fils dont je vous parlais à quitter ces villages pour étudier à Siguiri.*
>
> *R6 : Moi j'ai un enfant qui est parti en côte d'Ivoire (Abidjan). il est parti chez son oncle pour apprendre le métier (ferrailler).*
>
> *R5 : L'un est chez son mari chez les peuls d'autre dans les zones minières dont sa femme est avec moi ici. (FGD 17, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans homme, Kouroussa)*

Plusieurs personnes interrogées ont déclaré s'appuyer sur des mécanismes de protection sociale, tels que le transfert d'argent ANIES (Agence Nationale pour l'Inclusion Economique et Sociale) du projet NAFA, pour répondre à des besoins immédiats. La plupart des bénéficiaires confrontés à des difficultés financières urgentes ont utilisé les fonds pour répondre à des besoins de base tels que la nourriture, l'éducation des enfants et le remboursement des dettes. Certains ont économisé une partie des transferts pour investir dans des biens tels que l'essence, le charbon de bois ou des produits alimentaires destinés à la revente pour générer des revenus supplémentaires.

Cependant, le transfert d'argent pourrait également aider à acquérir des intrants productifs et des ressources pour améliorer la productivité agricole et la commercialisation des produits. Les personnes interrogées ont souligné le potentiel de l'ANIES en tant que moyen d'offrir un soutien sur mesure pour investir dans des projets d'entreprise qui pourraient constituer une réserve financière en cas de mauvaises récoltes dues à des chocs climatiques.

Ces résultats mettent en évidence le rôle des transferts d'argent liquide dans l'atténuation des difficultés économiques immédiates, tout en suggérant le besoin potentiel d'un soutien plus ciblé et durable pour renforcer les opportunités non agricoles des femmes afin de mieux s'adapter aux chocs liés au climat. La discussion suivante entre les personnes interrogées d'un FGD organisé à Madina-Oula, Kindia, donne une idée de la manière dont l'aide reçue de l'ANIES est utilisée :

R6 : J'investi dans l'agriculture. Le montant que je reçois du programme m'aide à acheter des semences et à payer la main d'œuvre pour faire avancer mes travaux. Je fais des champs d'arachide, par exemple le dernier transfert m'a aidé à labourer mon champ d'arachide et d'acheter de la semence de riz.

R4 : Le programme m'a aidé à avoir de la bénédiction auprès de mes parents. Deuxièmement, ça m'a aidé à payer les frais de scolarité de mon enfant. Ensuite, ça m'a aidé à soigner mon enfant.

R5 : Vous savez, si le transfert coïncide à une urgence dans la famille, nous orientons l'argent là-bas, sinon, chacun investi dans les activités agricoles. Ça nous aide beaucoup. (FGD 6, Femmes vivant avec des hommes et des personnes à charge, Kindia)

Les témoignages de nombreuses personnes interrogées révèlent un sentiment de fatalisme et de confiance en Dieu pour faire face aux difficultés économiques induites par le changement climatique. Il semble y avoir un profond sentiment de résignation et d'impuissance face à l'imprévisibilité du climat. La destruction des cultures est attribuée à la « volonté divine ». Le recours à la volonté de Dieu peut provenir de leur incapacité à trouver une explication tangible aux effets néfastes de l'imprévisibilité du climat ; la foi religieuse fait donc partie d'une stratégie d'adaptation. Deux personnes interrogées de Dounet, Mamoua décrivent leur confiance en Dieu pour faire face aux difficultés économiques induites par le changement climatique :

Il n'y a plus de choix que de compter sur Dieu. (FGD 2, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans homme, Mamoua)

Cela ne dépend pas des gens, si la production est détruite par le soleil, ce n'est pas la faute des gens. J'ai dit que dans le passé, quand les gens travaillaient, cela produisait beaucoup, mais si vous cultivez sans rien récolter, ce n'est pas la faute de quelqu'un, c'est à Dieu de décider. (FGD 5, Femmes vivant avec des personnes à charge et sans homme, Mamoua)

Résumé : Les femmes en Guinée sont confrontées aux vulnérabilités associées au changement climatique, mais elles apparaissent également comme des agents du changement dans leurs efforts pour assurer la survie et la résilience de leurs familles. Souvent laissées seules face aux crises, les femmes ont recours à diverses stratégies d'adaptation. Elles assument la charge d'assurer la survie du ménage, ce qui a un impact sur leur santé mentale. Les principales stratégies d'adaptation utilisées par les femmes comprennent la transition vers un travail non agricole, le recours au soutien des réseaux familiaux et sociaux, la participation à des groupes d'épargne et le recours à des mécanismes de protection sociale.

5. CONCLUSIONS

Cette section présente une vue d'ensemble des principaux résultats, des nouvelles contributions, des conclusions et des recommandations issues de cette étude. Elle met en évidence les questions centrales identifiées tout au long de la recherche, les implications plus larges des interventions pratiques recommandées et les stratégies visant à améliorer la résilience au niveau de la communauté et des ménages.

5.1 Résumé des conclusions

Dans l'ensemble, les résultats de l'étude mettent en évidence l'intersection complexe de la vulnérabilité climatique, de la pauvreté et des charges disproportionnées qui pèsent sur les femmes, chargées de gérer à la fois les exploitations agricoles et les ménages. L'étude ne met pas seulement en lumière les impacts matériels différenciés selon le genre, qui sont souvent mesurables et qui concernent l'emploi, la sécurité alimentaire, la santé, etc., mais elle met également en lumière les impacts non matériels liés à une charge mentale nettement plus élevée ainsi qu'aux changements dans la dynamique des genres au sein des ménages et des communautés.

L'étude montre que le changement climatique a un impact social et économique sur les femmes en tant que petites agricultrices, chefs de famille ou membres de la famille, et membres de la communauté. Les personnes interrogées subissent le changement climatique par le biais d'une réduction considérable des rendements agricoles et donc d'une diminution des revenus. Dans un contexte de vulnérabilités économiques préexistantes, les femmes ne disposent d'aucun coussin de résilience susceptible de les protéger contre les effets du changement climatique. De plus, les inégalités de genre préexistantes en matière de propriété foncière, de sélection des cultures et de prise de décision affectent différemment les hommes et les femmes et, en fin de compte, contribuent à faire peser sur ces dernières une charge disproportionnée.

L'étude révèle une interaction complexe entre les facteurs de stress spécifiques au climat et les défis structurels de longue date tels que la pauvreté, l'inflation et la faiblesse des institutions. Les changements climatiques, en particulier les modifications des précipitations et l'augmentation de leur imprévisibilité, contribuent directement aux dommages causés aux cultures, à la baisse des rendements et à la dégradation des sols. Ces impacts sont directement attribuables au changement climatique. Cependant, les conséquences de ces perturbations, telles que la réduction des revenus des ménages et l'insécurité alimentaire, sont amplifiées par la pauvreté systémique et la capacité institutionnelle limitée. Par exemple, si la pénurie alimentaire est en partie due à l'inflation et aux difficultés financières, elle est aussi directement liée à la baisse de la productivité agricole induite par le climat et à l'érosion de la diversité des cultures. De même, la pénurie d'eau n'est pas seulement le résultat d'un retard dans les précipitations (un facteur climatique), mais reflète également l'insuffisance des infrastructures et des services (un problème de gouvernance). L'accès à l'éducation et aux soins de santé est limité à la fois par les pertes de revenus liées au climat et par le sous-investissement chronique dans les services publics. Les tensions et les conflits liés aux ressources sont intensifiés par le stress climatique, mais s'inscrivent dans un contexte de gouvernance foncière faible et de mécanismes de résolution des conflits insuffisants. Ainsi, bien que le changement climatique agit comme un facteur de stress majeur, ses impacts sont en grande partie façonnés et amplifiés par des vulnérabilités préexistantes. Cette situation souligne l'importance d'une lecture nuancée des causes, qui distinguent les effets directement liés au climat de ceux résultant de la pauvreté systémique et de la fragilité institutionnelle.

Cette étude présente deux nouvelles perspectives qui n'ont pas été suffisamment explorées dans les recherches précédentes :

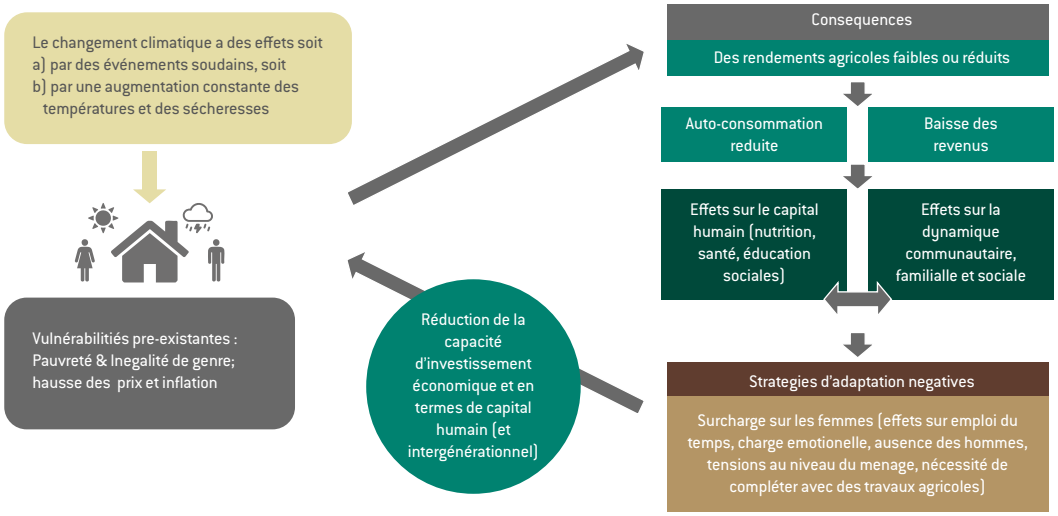
- **Les femmes ne sont pas seulement les principales « victimes" du changement climatique, elles sont aussi celles qui luttent pour la survie de leur famille.** Elles se retrouvent à porter seules la responsabilité de répondre aux besoins du ménage, souvent en l'absence des hommes. Les charges des femmes ne se limitent pas à l'approvisionnement en nourriture, mais englobent également la collecte de l'eau, le financement de l'éducation et les dépenses de santé. Les femmes gèrent souvent seules ces exigences en raison de l'absence des hommes. Même

dans les foyers où les hommes sont techniquement présents, ils peuvent être « absents » ; les hommes semblent se retirer émotionnellement et laissent la gestion de la crise à leurs femmes. L'impact émotionnel de l'évolution de la dynamique des genres dans les ménages, où les hommes restent physiquement présents mais se retirent émotionnellement, représente un enjeu important et encore peu documenté. Ce phénomène redéfinit les rôles familiaux traditionnels et impose une charge considérable sur les femmes, qui doivent faire face aux exigences pratiques et émotionnelles de la survie.

- **Les expériences de « prise en charge par les femmes » remettent en question les notions de masculinité, de féminité et de rôles de genre, mais elles ne se traduisent pas pour autant par une plus grande équité.** Les changements observés dans la dynamique des ménages ne conduisent pas à un plus grand pouvoir pour les femmes ou à une réduction des inégalités de genre. Par exemple, le fait que les femmes assument davantage de responsabilités n'a pas conduit à une amélioration de leurs droits fonciers. De plus, compte tenu du manque d'accès au financement, aux connaissances scientifiques et aux ressources agricoles, l'augmentation de leurs responsabilités ne fait qu'aggraver leurs difficultés face à la crise. Les femmes continuent de naviguer dans la complexité de l'équilibre entre les rôles masculins et féminins au sein de ces structures de pouvoir en évolution. Le paradoxe de l'augmentation des responsabilités sans gains équivalents en droits ou en ressources met en évidence une tension fondamentale : bien que les femmes assument un plus grand leadership dans la gestion des crises, des obstacles structurels persistent, empêchant des progrès significatifs en matière d'équité de genre.

En conséquence, les stratégies et les besoins d'adaptation des femmes diffèrent considérablement de ceux des hommes : les femmes ont recours à diverses stratégies d'adaptation, telles que le travail hors de l'exploitation agricole, et peuvent adopter des mécanismes d'adaptation (tels que la réduction de l'apport alimentaire, la réduction des dépenses liées à la santé et à l'éducation, ou aux événements sociaux) qui ont des conséquences négatives. Le transfert d'argent reçu dans le cadre du NAFA fournit une base minimale pour les besoins immédiats de subsistance. En même temps, il est clair que les agricultrices sont prises entre deux statuts : celui de victimes et celui d'actrices résilientes. Elles ont besoin d'un meilleur accès aux actifs productifs, ainsi qu'aux connaissances et de compétences qui leur permettraient de s'adapter plus efficacement au changement climatique et atteindre un véritable niveau de résilience. Un résumé des résultats est donné dans le **Graphique 3.**

Graphique 3 . Vue d'ensemble des résultats



Source : Visualisation des principales conclusions par les auteurs

5.2 Recommandations

Les recommandations formulées dans ce rapport complètent celles qui seront présentées dans le CCDR de la Guinée. Même si le changement climatique pose des défis importants au développement de la Guinée, il offre également des opportunités de progrès rapides grâce à des investissements dans les énergies propres, l'agriculture intelligente face au climat et les infrastructures résilientes, tout en créant des emplois verts adaptés aux besoins futurs du marché. Le CCDR formule des recommandations clés pour faire face aux effets du changement climatique afin de mettre le pays sur la voie de l'adaptation, de l'atténuation et de la résilience. En complément de ces recommandations en matière d'investissement et de politiques, ce rapport offre des informations supplémentaires basées sur les expériences vécues par ceux qui

sont confrontés aux effets du changement climatique dans leur vie quotidienne : les femmes et les hommes des zones rurales de Guinée.[13]

Dans l'ensemble, la prise en compte des impacts genrés du changement climatique en Guinée ne se limite pas à l'intégration de la dimension genre dans les politiques publiques. Elle nécessite la participation active des femmes à l'élaboration et à la mise en œuvre des réponses et des programmes. Cette approche garantit que les perspectives, les besoins et les expériences uniques des femmes sont pleinement intégrés dans les stratégies climatiques, ce qui conduit à des solutions plus efficaces et plus équitables. Ci-dessous sont présentés plusieurs exemples de la manière dont la participation active des femmes peut renforcer la justice climatique de manière équitable. Ces exemples peuvent être classées de manière générale comme étant liés soit i) au rôle des femmes dans l'amélioration de la stabilité économique et de l'autonomisation, soit ii) au rôle facilitateur des femmes dans la garantie des investissements dans le capital humain des générations futures.

- La **participation active des femmes à la gestion des risques climatiques** améliore considérablement les efforts de réponse aux catastrophes, renforce la gouvernance environnementale et contribue à la réduction des émissions de carbone. Les perspectives et compétences uniques des femmes sont essentielles à l'élaboration de stratégies climatiques plus efficaces et inclusives (Deininger et Gren 2022).
- Au niveau local, les **femmes sont de puissants agents de changement**. Par exemple, leur implication dans les comités forestiers locaux favorise non seulement la régénération des forêts, mais garantit également des pratiques de gestion durable (Canpolat et al 2022). Leur leadership dans ces domaines favorise la résilience de la communauté et la gestion de l'environnement.
- Les femmes jouent un **rôle central dans la résilience économique de leur famille**. Par conséquent, l'ensemble des ménages bénéficie du soutien apporté à la résilience des femmes et des ménages dirigés par des femmes, que ce soit par le biais d'initiatives ciblées visant à assurer la sécurité économique, telles que des programmes de protection sociale, ainsi que des investissements dans leur productivité économique grâce à l'amélioration de la sécurité financière, à l'entreprenariat et des mesures d'amélioration de la productivité agricole. Ces efforts conduisent également à des améliorations substantielles des résultats en matière de capital humain des femmes.
- Le **rôle essentiel des femmes dans le développement du capital humain de leurs enfants** nécessite des investissements dans leur propre éducation, leur santé et leur sécurité (contre les différentes formes de violences basées sur le genre), ainsi qu'un soutien pour surmonter les obstacles auxquels elles sont confrontées lorsqu'elles tentent d'assurer l'accès de leurs enfants à l'éducation, à la nutrition et à la santé.

Cette étude a permis d'identifier un ensemble de recommandations politiques clés qui répondent aux défis soulevés dans les entretiens. Ces recommandations, qui complètent les recommandations axées sur le système formulées dans le CCDR, visent à construire une société résiliente en renforçant la résilience économique des femmes et en améliorant leur accès aux ressources et aux opportunités, ce qui leur permettra de s'épanouir et de contribuer à leur communauté. Les besoins identifiés par les personnes interrogées ont permis de formuler des recommandations visant à renforcer la résilience économique des femmes (telles que le soutien aux agricultrices avec des ressources tangibles et la diversification des sources de revenus), l'intensification des investissements dans les domaines du capital humain (nutrition, éducation et santé) et l'amélioration des réglementations par l'Etat (par exemple, pour réduire la déforestation et le pâturage du bétail).

Renforcer la résilience économique des femmes

- **Poursuivre, étendre et renforcer les mesures complémentaires dans le cadre du NAFA**. Assurer le soutien continu et l'expansion du programme NAFA afin d'offrir une protection sociale complète aux femmes. Accroître la diversification des revenus des femmes bénéficiaires en renforçant les mesures complémentaires dans le cadre du NAFA. Cette recommandation est fortement ressortie des entretiens. [REMARQUE : cela correspond aux recommandations d'investissement prioritaires du CCDR de Guinée visant à i) étendre l'accès au programme de protection sociale Nafa à tous les ménages pauvres et à ii) mettre en place un RSU (Registre Social Unifié) dynamique contenant des données socio-économiques actualisées sur les ménages, combinées à des données géoréférencées sur les risques climatiques].
- **Améliorer l'accès des femmes à la terre et aux droits de propriété**. Mettre en œuvre des politiques qui garantissent les droits des femmes à la terre et à la propriété, afin d'améliorer leur stabilité économique. Il sera également nécessaire de leur donner les moyens de prendre des décisions concernant l'utilisation et la gestion des ressources. Des initiatives visant à fournir aux femmes les documents et le soutien nécessaires pour revendiquer leurs terres et leurs biens, ainsi que des initiatives de sensibilisation, pourraient avoir un impact. [REMARQUE : cela correspond aux recommandations d'investissement prioritaires du CCDR de Guinée visant à i) mettre en œuvre les dispositions de la loi sur la sécurité foncière agricole et à ii) améliorer le fonctionnement du marché foncier en simplifiant les procédures d'enregistrement foncier et en améliorant les cadastres et la sécurité foncière].
- **Soutenir les agricultrices avec des ressources tangibles**. Fournir aux agricultrices les intrants productifs essentiels,

13 Il convient de noter que, si la plupart des recommandations complètent les investissements prioritaires du CCDR (puisqu'elles découlent d'une perspective de terrain), nous avons mis en évidence celles qui ressortent de cette recherche qualitative et qui figurent également dans le CCDR.

la formation et le financement nécessaires pour stimuler leur productivité agricole. Ce soutien peut inclure l'accès à des semences, des engrais et des outils de haute qualité, ainsi que des formations sur les techniques agricoles modernes et les pratiques durables. En outre, faciliter l'accès au crédit et aux services financiers peut leur permettre d'investir dans leurs exploitations, d'augmenter leurs rendements, et de contribuer ainsi à la sécurité alimentaire et à la croissance économique. Soutenir les agricultrices en leur fournissant des intrants agricoles et des actifs productifs est une autre recommandation commune des personnes interrogées dans le cadre de l'étude. [REMARQUE : cela correspond aux recommandations prioritaires du CCDR visant à i) adopter des pratiques agricoles intensives durables (variétés à haut rendement, engrais organiques, pratiques de gestion de l'eau efficaces et peu coûteuses) et à ii) promouvoir l'utilisation de variétés de cultures résilientes et de pratiques de gestion appropriées (période de plantation, densité des cultures, mélanges) pour une meilleure productivité].

- **Renforcer les opportunités des femmes par le biais d'initiatives de réduction de la pauvreté.** La mise en œuvre de l'approche de la graduation ou l'intégration des femmes dans des initiatives multisectorielles globales de réduction de la pauvreté. Ces approches ont prouvé qu'elles renforçaient considérablement la capacité des femmes à diversifier leurs moyens de subsistance, ce qui a permis d'améliorer le bien-être des ménages et la résilience économique.
- **Augmenter l'inclusion financière**. Promouvoir le développement de systèmes d'épargne, en particulier ceux destinés aux femmes, afin d'améliorer leur sécurité financière.
- **Promouvoir l'entrepreneuriat.** Soutenir les femmes dans leurs activités entrepeunariales telles que le travail non agricole et les petites entreprises, qui peuvent contribuer à compléter les revenus du ménage, assurer une stabilité financière et réduire leur vulnérabilité aux chocs climatiques. Des programmes tels que le transfert d'argent liquide ANIES peuvent permettre aux femmes d'investir dans des projets d'entreprise, créant ainsi de nouvelles opportunités d'autonomisation économique. Adapter le transfert monétaire ANIES pour soutenir les projets entrepreneuriaux était une autre recommandation partagée par les personnes interrogées dans le cadre de l'étude.
- **L'accès à des services clés tels que l'eau.** Améliorer l'accès à l'eau pour les ménages et l'agriculture. La mise en place d'installations d'approvisionnement en eau améliorées pendant les périodes sèches peut réduire de manière significative le temps que les femmes consacrent à la collecte de l'eau, leur permettant ainsi de se consacrer à d'autres activités économiques. [REMARQUE : cela correspond aux recommandations d'investissement prioritaires du CCDR de Guinée visant à i) investir dans des infrastructures de stockage d'eau résilientes et à ii) soutenir le développement de pratiques de collecte et de gestion de l'eau ainsi que le développement de zones hydro-agricoles (augmentation de 48% des zones irriguées par rapport au niveau de référence].

Intensifier les investissements dans les domaines liés au capital humain

La nutrition :

- **Poursuivre et étendre NAFA :** Étendre le programme NAFA afin de garantir un soutien continu aux besoins nutritionnels des femmes et des enfants. Plus précisément, étendre le programme pour inclure les repas scolaires à tous les enfants des ménages bénéficiaires de l'ANFA, en veillant à ce qu'ils reçoivent au moins un repas nutritif par jour. En outre, aligner l'aide alimentaire d'urgence sur le calendrier climatique afin d'apporter un soutien supplémentaire pendant les périodes de sécheresse, d'inondations ou de récoltes à faible rendement. En améliorant leur nutrition globale et leur accès à l'éducation, ces initiatives pourraient bénéficier particulièrement aux familles avec enfants,.

L'éducation :

- **Prendre en compte les coûts liés à la scolarisation**. Réduire les coûts directs et indirects associés à la scolarisation peut améliorer de manière significative l'accès à l'éducation, en particulier face aux chocs liés au climat. Les coûts directs comprennent les frais de scolarité, les uniformes et les fournitures, tandis que les coûts indirects peuvent concerner le transport et le coût d'opportunité (par exemple, lorsque les enfants travaillent au lieu d'aller à l'école).
- **Intégrer des modules sur l'agriculture et l'économie verte**. Intégrer des modules éducatifs sur l'agriculture et l'économie verte dans les programmes scolaires afin de préparer les élèves aux défis futurs liés au changement climatique et au développement durable.
- **Développer des programmes de formation professionnelle**. Créer des programmes de formation professionnelle axés sur l'agriculture intelligente face au climat et les emplois verts, avec des incitations pour la participation des femmes. Étant donné qu'il est prouvé que les normes de genre dominantes rendent plus difficile pour les femmes la création d'entreprises vertes ou l'obtention d'emplois verts (Deininger et Gren 2022), l'accès des femmes guinéennes aux emplois verts pourrait être amélioré par des bourses d'études pour les programmes d'EFTP (enseignement et formation techniques et professionnels). [REMARQUE : cela correspond aux recommandations d'investissement prioritaires du CCDR de Guinée visant à développer des compétences écologiques afin de répondre aux besoins actuels et futurs du marché du travail.]
- **Développer des initiatives de soutien aux adolescents**. Proposer des programmes de développement des

compétences aux garçons qui quittent l'école pour travailler et aux filles qui abandonnent l'école en raison d'une grossesse précoce, en leur garantissant l'accès à une formation professionnelle et à des opportunités d'emploi qui favorisent la stabilité financière à long terme. Renforcer le soutien financier aux familles vulnérables afin de réduire le recours au mariage précoce comme moyen de faire face aux difficultés économiques. Intégrer l'éducation à la santé reproductive dans les programmes scolaires afin que les adolescents des connaissances de leurs droits, de la planification familiale et puissent prendre des décisions éclairées.

La santé :

- **Renforcer la résilience du système de santé**. Améliorer la capacité du système de santé à résister aux effets du changement climatique en investissant dans les ressources humaines pour la santé, les infrastructures et les fournitures. Il s'agit notamment de déployer des efforts ciblés pour améliorer les capacités de réaction du système en cas d'épidémies ou d'émergence de nouvelles maladies dans le contexte du changement climatique. [Notez que cela correspond à la recommandation prioritaire du CCDR visant à élaborer des normes et à investir dans des infrastructures sanitaires résilientes au changement climatique.]
- **Réduire les coûts financiers des soins de santé**. Éliminer ou réduire les obstacles financiers aux soins de santé, en particulier pour les services liés à la santé sexuelle et reproductive.

Améliorer le soutien institutionnel et les réglementations mises en place par l'Etat

- **Prendre des mesures pour réglementer la déforestation et le pâturage du bétail.** De telles mesures peuvent directement améliorer la vie et les moyens de subsistance des femmes, car ce sont souvent elles qui sont chargées d'assurer la nourriture, l'eau et le combustible pour leur foyer. La nécessité de mesures gouvernementales pour réglementer les activités contribuant au changement climatique et à la destruction des cultures (telles que la déforestation et le pâturage du bétail) était l'un des principaux besoins exprimés par les personnes interrogées dans le cadre de l'étude. La résolution de ces problèmes environnementaux et économiques plus larges permettra aux femmes de mieux gérer leurs responsabilités domestiques et contribuera à la résilience des communautés.
- **Renforcer le leadership des femmes en matière de climat**. Promouvoir le leadership et la participation des femmes dans la prise de décisions liées au climat tant au niveau local que national. Actuellement, les femmes sont souvent peu représentées dans la prise de décision liés aux catastrophes, ou plus généralement, elles sont sous-représentées dans les postes de gestion des risques de catastrophe. Par conséquent, leurs besoins sont souvent insuffisamment pris en compte (Erman et al 2021). Les mesures à prendre pour y remédier sont les suivantes :
  - ◊ **Utiliser les réseaux de femmes**. Tirez parti les réseaux de femmes existants pour comprendre et mesurer les risques de catastrophes au niveau de la communauté en utilisant des méthodes participatives. Ces réseaux peuvent fournir des informations et des données précieuses qui reflètent les perspectives et les expériences uniques des femmes de la communauté, ainsi que des solutions innovantes.
  - ◊ **Mettre en place des groupes de femmes pour la résilience climatique.** Soutenir la formation de groupes de femmes pour la résilience climatique qui peuvent prendre des mesures locales pour la justice climatique. Ces groupes peuvent servir de plateformes aux femmes pour défendre leurs besoins, partager leurs connaissances et mettre en œuvre des solutions climatiques communautaires.
- **Augmenter la représentation dans les organes de décision**. Assurer une plus grande représentation des femmes dans tous les organes de décision pertinents.
- **Incldure les femmes dans les processus de consultation.** Faciliter la participation des femmes et des filles aux processus de consultation sur la planification urbaine, la gestion des catastrophes et les politiques d'adaptation.
- **Introduire des quotas dans les comités forestiers.** Mettre en place des quotas pour les femmes dans les comités forestiers et lever les obstacles à leur participation.

La capacité de prévention et d'adaptation

- **Offrir une formation à l'évaluation et à la gestion des risques de catastrophes**. Elaborer et fournir des programmes de formation pour les femmes dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes, en renforçant leurs capacités d'adaptation par le biais d'une formation informelle et d'un apprentissage entre pairs, en ciblant particulièrement les ménages dirigés par des femmes.

L'agriculture intelligente sur le plan climatique et sensible à la dimension de genre

- **Développer les programmes d'agriculture intelligente face au climat**. Former les femmes à l'adoption de variétés de cultures résistantes au climat et de pratiques de gestion durable de l'eau. Cela renforcera leur capacité à faire face à la variabilité du climat et garantira une productivité agricole durable.
- **Donner aux femmes les moyens de prendre des décisions en matière d'agriculture**. Permettre aux femmes de prendre des décisions éclairées sur la sélection des cultures afin d'améliorer la sécurité alimentaire. L'accès à des informations, des ressources et des formations

pertinentes permettra aux femmes de contribuer efficacement à la durabilité et à la résilience de l'agriculture.

- **Fournir des services de vulgarisation agricole sensibles au genre**. Envisager la mise en oeuvre de services de vulgarisation agricole sensibles au genre, qui se sont avérés efficaces en Éthiopie et en Ouganda. L'approche adoptée par l'Ethiopie, consistant à augmenter le nombre de conseillères agricoles, a amélioré l'accès des agricultrices, tandis qu'en Ouganda, l'utilisation des réseaux sociaux féminins a favorisé le partage des connaissances agricoles (World Bank 2024b). Les deux stratégies ont permis de stimuler la productivité et la participation économique, soulignant leur potentiel pour une application plus large.

Lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques, il est essentiel de reconnaître que les initiatives ciblant spécifiquement les femmes peuvent involontairement alourdir leur charge de travail mentale et physique. Les formations à l'évaluation et à la gestion des risques de catastrophes, ou à une agriculture intelligente face au climat et sensible à la dimension de genre, offrent des avantages aux femmes, mais exigent également un investissement supplémentaire en temps. Pour alléger cette charge, des mesures telles que des services de garde d'enfants accessibles et d'autres formes de soutien devraient être envisagées (Delavallade et al. 2025). En outre, les interventions qui encouragent les couples à prendre des décisions conjointes et à développer une vision commune pour leurs familles peuvent contribuer à une approche plus équilibrée et plus équitable.

L'étude souligne l'interaction complexe entre la vulnérabilité climatique, la pauvreté et l'inégalité de genre, révélant que les femmes supportent de manière disproportionnée le poids des défis induits par le climat. Malgré leur rôle essentiel dans la production agricole et la gestion des ménages, les femmes se heurtent à des obstacles importants dus aux normes traditionnelles et à un accès limité aux ressources. Leur résilience est évidente dans leurs stratégies d'adaptation, mais ces efforts sont souvent entravés par des inégalités systémiques. Pour favoriser une véritable résilience, il est impératif de mettre en œuvre des interventions ciblées qui améliorent l'accès des femmes à la terre, aux ressources financières et à l'éducation, tout en encourageant leur participation active aux processus décisionnels liés au climat. Cette approche holistique est essentielle pour construire des communautés plus équitables et durables.

RÉFÉRENCES

Canpolat, Ezgi, Meerim Shakirova, Vince Mcelhinny, Kame Westerman, Alli Cruz, and Theresa Buppert. 2022. "Fostering Gender-Transformative Change in Sustainable Forest Management THE CASE OF THE DEDICATED GRANT MECHANISM (DGM) CLIMATE INVESTMENT FUNDS Investing in the Future." https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/de00b6fc-97ed-5154-87ba-b440bb5848f8/content.

CARE. 2020. "Evicted by Climate Change Confronting the Gendered Impacts of Climate-Induced Displacement." https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2020/07/CARE-Climate-Migration-Report-v0.4.pdf.

Clapp, J. A. 1993. "Interpreting Agricultural Performance in Guinea under Structural Adjustment." *Canadian Journal of African Studies* 27 (2): 173–95. https://doi.org/10.1080/00083968.1993.10804316/ASSET//CMS/ASSET/5C7D4F45-45C9-48BB-89E9-3516A2E7F450/00083968.1993.10804316.FP.PNG.

Corno, Lucia, Nicole Hildebrandt, and Alessandra Voena. 2020. "Age of Marriage, Weather Shocks, and the Direction of Marriage Payments." *Econometrica* 88 (3): 879–915. https://doi.org/10.3982/ECTA15505.

Deininger, Franzika;, and Ana Gren. 2022. "Green Jobs for Women Can Combat the Climate Crisis and Boost Equality." November 2022. https://blogs.worldbank.org/en/climatechange/green-jobs-women-can-combat-climate-crisis-and-boost-equality.

Deininger, Franziska Hannah;, Andrea Fitri; Woodhouse, Anne T.; Kuriakose, Ana Isabel; Gren, and Sundas; Liaqat. 2023. "Placing Gender Equality at the Center of Climate Action." *World Bank Group Gender Thematic Policy Notes Series*. Washington, D.C. https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099718102062367591/idu08c737dd00f8580412b0aed90fce874ab09b0.

Delavallade, Clara, Mélanie Gittard, and Julia; Vaillant. 2025. "Women and Climate Adaptation in Rural Sub-Saharan Africa Constraints and Research Priorities." *World Bank Policy Research Working Paper 11095*, April. http://www.worldbank.org/prwp.

Desai, Bharat H, and Moumita Mandal. 2021. "Role of Climate Change in Exacerbating Sexual and Gender-Based Violence against Women: A New Challenge for International Law." *Environmental Policy and Law* 51:137–57. https://doi.org/10.3233/EPL-210055.

Dixon, Meredith G., Melanie M. Taylor, Jacob Dee, Avi Hakim, Paul Cantey, Travis Lim, Hawa Bah, et al. 2015. "Contact Tracing Activities during the Ebola Virus Disease Epidemic in Kindia and Faranah, Guinea, 2014." *Emerging Infectious Diseases* 21 (11): 2022. https://doi.org/10.3201//EID2111.150684.

Djurfeldt, Agnes Andersson. 2020. "Gendered Land Rights, Legal Reform and Social Norms in the Context of Land Fragmentation - A Review of the Literature for Kenya, Rwanda and Uganda." *Land Use Policy* 90:104305. https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2019.104305.

Erman, Alvina, Mercedeh Tariverdi, Marguerite Obolensky, Xiaomeng Chen, Rose Camille Vincent, Silvia Malgioglio, Jun Rentschler, Stephane Hallegatte, and Nobuo Yoshida. 2019. "Wading Out the Storm: The Role of Poverty in Exposure, Vulnerability and Resilience to Floods in Dar Es Salaam." *Policy Research Working Paper* No. 8976 (August). https://doi.org/10.1596/1813-9450-8976.

Erman, Alvina, Sophie Anne De Vries Robbe, Stephan Fabian Thies, Kayenat Kabir, and Mirai Maruo. 2021. "Gender Dimensions of Disaster Risk and Resilience: Existing Evidence." Washington, D.C: World Bank, Washington, DC. https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/88d46d58-c4ca-53bf-82ea-4f3cc423b67e.

Fischer, Julie E. 1995. "Atelier Régional de N'Zérékoré Sur La Problématique Foncière et La Gestion Des Ressources Naturelles En Guinée Forestière."

Fruttero, Anna, Daniel Halim, Chiara Broccolini, Bernardo Coelho, Horace Gninafon, and Noël Muller. 2024. "Gendered Impacts of Climate Change: Evidence from Weather Shocks." *Environmental Research: Climate* 3 (4). https://doi.org/10.1088/2752-5295/ad8025.

INS. 2020. "Enquête Harmonisée Sur Les Conditions de Vie Des Ménages (2018/2019)." Conakry, Guinea.

INS and ICF. 2018. "Guinea Demographic and Health Survey (EDS V) 2016-18." Conakry, Guinea: Institut National de la Statistique and ICF (INS/Guinea and ICF). http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR353/FR353.pdf.

Jägermeyr, Jonas, Christoph Müller, Alex C. Ruane, Joshua Elliott, Juraj Balkovic, Oscar Castillo, Babacar Faye, et al. 2021. "Climate Impacts on Global Agriculture Emerge Earlier in New Generation of Climate and Crop Models." *Nature Food* 2 (11): 873–85. https://doi.org/10.1038/S43016-021-00400-Y;-SUBJMETA=106,172,2739,4081,694,704;KWRD=CLIMATE-CHANGE+IMPACTS,ENVIRONMENTAL+IMPACT.

Khanna, Madhulika, and Nishtha Kochhar. 2020. "Do Marriage Markets Respond to a Natural Disaster? The Impact of Flooding of River Kosi in India." *SSRN Electronic Journal*, July. https://doi.org/10.2139/SSRN.3644052.

Lam, Vicky W.Y., Edward H. Allison, Johann D. Bell, Jessica Blythe, William W.L. Cheung, Thomas L. Frölicher, Maria A. Gasalla, and U. Rashid Sumaila. 2020. "Climate Change, Tropical Fisheries and Prospects for Sustainable Development." *Nature Reviews Earth and Environment* 1 (9): 440–54. https://doi.org/10.1038/S43017-020-0071-9;SUBJMETA=106,158,2165,2739,694,704,841,844;KWRD=CLIMATE-CHANGE+ADAPTATION,CLIMATE-CHANGE+ECOLOGY,CLIMATE-CHANGE+IMPACTS.

Paz Nieves, Cachirmen; De, Miriam; Muller, Alina; Mykytyshyn, and Didier Yelognisse; Alia. 2023. "Unlocking Women's and Girls' Potential - The Status of Women and Girls Relative to Men and Boys in Guinea : Guinea Gender Assessment - An Executive Summary." https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099050423114031169.

Rodrigues, Meghie. 2022. "How Climate Change Could Drive an Increase in Gender-Based Violence." *Nature*, July. https://doi.org/10.1038/D41586-022-01903-9.

Shoji, Masahiro. 2010. "Does Contingent Repayment in Microfinance Help the Poor During Natural Disasters?" *The Journal of Development Studies* 46 (2): 191–210. https://doi.org/10.1080/00220380902952381.

UN Women. 2020. "Women's Economic Empowerment in Fisheries in the Blue Economy of the Indian Ocean Rim: A Baseline Report." https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/Womens-economic-empowerment-in-fisheries-in-the-blue-economy-of-the-Indian-Ocean-Rim-en.pdf.

———. 2025. "How Gender Inequality and Climate Change Are Interconnected." Explainer. 2025. https://www.unwomen.org/en/articles/explainer/how-gender-inequality-and-climate-change-are-interconnected.

UNDP-UN Environment. 2020. "National Adaptation Plans in Focus: Lessons from Guinea." https://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/resources/nap-gsp_guinea_country-brief_2020.pdf.

UNDP. 2024. "Breaking the Gridlock:Reimagining Cooperation in a Polarized World." https://hdr.undp.org/system/files/documents/global-report-document/hdr2023-24reporten.pdf.

World Bank. 2018a. "Guinea - Country Partnership Framework for the Period FY2018-FY23." Washington, D.C. https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/346601528601433676/guinea-country-partnership-framework-for-the-period-fy2018-fy23.

———. 2018b. "Guinea - Systematic Country Diagnostic : Overcoming Growth Stagnation to Reduce Poverty." Washington, D.C. https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/830641522072107327/guinea-systematic-country-diagnostic-overcoming-growth-stagnation-to-reduce-poverty.

———. 2019. "Guinea - The Economic Benefits of a Gender Inclusive Society." Washington, D.C. https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/607191569339066369/guinea-the-economic-benefits-of-a-gender-inclusive-society.

———. 2022. "The World Bank Guinea Support to Local Governance Project 2 (P177095)." Washington, D.C. https://www.gtai.de/resource/blob/988022/9b56c2abe85bfd57ef1ba7787eb35b3b/PR020230403988020.pdf.

———. 2024a. "Guinea Gender Landscape." Gender Data Portal. Washington, D.C. 2024. https://documents1.worldbank.org/curated/en/099031206302241030/pdf/IDU142b11b4a12a37143ac1899a1ae0e2968e7fa.pdf.

———. 2024b. "Top Policy Lessons in Agriculture. " Gender Innovation Lab; April 2024. © World Bank. http://hdl.handle.net/10986/41449

———. 2025. Guinea Country Climate and Development Report

WWF. 2019. "Empowering Women in Marine Communities to Mitigate the Impacts of Climate Change." https://wwfeu.awsassets.panda.org/downloads/wwf_genderequalityandfisheriespolicybrief.pdf.

ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE

Cette étude qualitative a été menée dans quatre préfectures de Guinée, une communauté ayant été sélectionnée dans chacune d'entre elles. Elle a donné lieu à 31 entretiens approfondis (IDI), 20 discussions de groupe (FGD) et 8 entretiens avec des informateurs clés (KII).

Sélection des sites d'étude et des participants

Des entretiens et des discussions ont été menés avec quatre catégories de participants qui sont également des bénéficiaires du projet de filet de sécurité sociale productif (projet NAFA). Quatre préfectures ont été sélectionnées pour la collecte des données, chacune représentant l'une des quatre principales régions de la Guinée. Les préfectures et sous-préfectures faisaient toutes partie de la partie PI du projet Nafa et étaient distinctes en termes de géographie, de culture agricole prédominante et de diversité en termes de forêt, de zones côtières et d'autres caractéristiques. Les participants interrogés (à l'exception des KII locales) résidaient dans un ménage bénéficiaire de Nafa, catégorisé comme pauvre par le projet Nafa.

Afin d'explorer les impacts du changement climatique et des stratégies d'adaptation et de résilience au niveau individuel en fonction du genre, des femmes et des hommes ont été inclus dans l'échantillon de l'étude. Des femmes de différents âges, y compris celles qui ont un partenaire, celles qui vivent dans des ménages sans homme et celles qui se sont récemment mariées (20-24 ans), ont également été incluses pour comprendre les impacts au niveau du ménage. Des IDI et des FGD ont été menés avec des participants et des groupes sélectionnés. Des représentants de prestataires de services d'assistance sociale, des élus, des représentants de la société civile, de la santé et de l'éducation, ainsi que des chefs religieux et traditionnels ont participé aux IIK locales. Un aperçu du nombre d'entretiens par groupe de participants et par lieu d'étude est présenté dans le **Tableau 2**.

Tableau 2. Participants à l'étude par type d'entretien et par lieu

Préfectures	Beyla (Gnossomoridou)			Kindia (Madina Oula)			Kouroussa (Balato)			Mamoua (Dounet)			Total
	IDIs	FGDs	KIIs	IDIs	FGDs	KIIs	IDIs	FGDs	KIIs	IDIs	FGDs	KIIs	
Description des répondants par communauté													
Femmes issues de ménages avec personnes à charge et sans hommes	2	2		2	2		1	2		2	2		15
Femmes issues de ménages avec hommes et personnes à charge	2	2		2	2		2	0		2	2		14
Jeunes femmes récemment mariées (20-24 ans)	2	0		2	0		2	0		2	0		8
Hommes des ménages avec femmes présentes (mixte)	2	2		2	2		2	0		2	2		14
Représentants locaux			2			2			2			2	8
Total par communauté	**8**	**6**	**2**	**8**	**6**	**2**	**7**	**2**	**2**	**8**	**6**	**2**	
Total IDIs (excl. KIIs)													**31**
Total FGDs													**20**
Total KIIs													**8**

Source : World Bank.

Collecte et analyse des données

Les participants ont été interrogés par des chercheurs locaux de Guinée, spécialisés dans la collecte et le traitement de données qualitatives et ayant une expérience préalable dans le domaine du genre et de l'inclusion sociale. Des guides d'entretien pour chaque catégorie de répondants ont été préparés et traduits en français. Le chef de projet de l'équipe de la Banque mondiale s'est rendu à Conakry pour former l'équipe de recherche locale dans le cadre d'un atelier de formation de deux jours et pour superviser la phase pilote du travail de terrain. Des pilotes (au moins un pour chaque guide d'entretien) ont été menés avant la collecte des données proprement dite. L'équipe a adapté les instruments en fonction des besoins identifiés au cours du pilote. L'équipe centrale a suivi de près les chercheurs locaux pendant la mise en œuvre du travail sur le terrain afin de s'assurer que tous les protocoles de recherche étaient strictement respectés. Tous les entretiens ont été enregistrés en français ou dans la langue locale, transcrits et conservés dans un dossier protégé par un mot de passe. Une fois les données collectées, les données entièrement transcrites ont été codées à l'aide d'un manuel de codage détaillé en vue de leur analyse. L'analyse initiale des données a permis de dégager des thèmes initiaux qui ont contribué à l'élaboration des conclusions générales.

Protocole éthique

Cette étude a suivi un protocole éthique complet et a reçu l'approbation éthique d'un comité d'examen institutionnel indépendant. Avant le début d'un entretien ou d'une discussion de groupe, les participants ont reçu un formulaire de consentement indiquant l'objectif général de la recherche, le temps imparti aux entretiens, les principaux thèmes abordés au cours des entretiens, les coûts et les avantages de la participation à l'étude, les coordonnées des personnes ressources en cas de réclamations, leur droit à l'anonymat, leur droit de retirer leur participation à tout moment - avant, pendant ou après la recherche - et le fait qu'ils pouvaient choisir de ne pas répondre à certaines questions. Les enquêteurs ont également lu et expliqué le formulaire de consentement. Les participants pouvaient également poser des questions avant de signer les formulaires et il leur a été rappelé que leur participation à l'étude était volontaire.

Limites

Cette étude présente plusieurs limites. Tout d'abord, bien qu'elle ait impliqué quatre chercheurs masculins expérimentés spécialisés dans le genre et l'inclusion sociale, il existe un risque de partialité dû au genre des enquêteurs. Les femmes interrogées ont pu éviter les nuances ou les discussions sur des questions très sensibles pour elles, telles que les défis posés par les ménages polygames, en particulier pour les veuves ou en cas d'absence du mari, les tensions au sein du ménage et les violences basées sur le genre. Deuxièmement, si les personnes interrogées ont établi un lien entre leurs activités nuisibles à l'environnement et le changement climatique, l'étude n'a pas mesuré l'impact de ces activités sur le changement climatique. En outre, l'étude reconnaît que les personnes interrogées ont probablement une faible empreinte carbone et ne peuvent pas déterminer avec précision leur contribution au changement climatique ou les effets de la déforestation et de l'exploitation minière dans la région. L'étude s'est principalement concentrée sur les perceptions des personnes interrogées. Enfin, dans le cadre de l'étude, les personnes interrogées ont réfléchi aux conditions climatiques passées et présentes afin de mettre en évidence les changements survenus au fil du temps. Pour illustrer ces changements, diverses citations ont été incorporées, comparant les périodes antérieures à la période actuelle. Conscients que la nostalgie peut influencer les perceptions, les auteurs ont procédé à un examen critique de ces récits afin de garantir une représentation objective. Les données textuelles décrivant les circonstances passées et présentes ont été soigneusement analysées, l'accent étant mis sur les changements explicitement liés aux changements climatiques ou à leur impact sur les revenus et la dynamique sociale. Par exemple, les personnes interrogées ont souligné la diminution de la capacité des anciens du village à résoudre des problèmes tels que les dommages causés aux cultures par les animaux et les litiges fonciers (influencés par les changements dans la disponibilité de l'eau en raison de périodes sèches prolongées ayant une influence sur les pratiques de pâturage du bétail), ainsi que les changements de comportement des hommes qui luttent pour subvenir à leurs besoins en raison de mauvaises récoltes. Les principaux facteurs à l'origine de ces défis restent les conditions climatiques imprévisibles et la pauvreté persistante.

LA BANQUE MONDIALE